

Etude transversale sur l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

Projets d'obtention du pouvoir d'action du cfd en
Palestine, Israël, Bosnie-Herzégovine, Kosovo-a, au
Maroc et en Suisse

Document de travail du cfd
Rédigé par Anja Sieber (2004)

cfd

christlicher friedensdienst

/
Falkenhöheweg 8 / Postfach 5761 / CH 3001 Bern / Tel. 031 300 50 60 / Fax 031 300 50 69
info@cf-d.ch.org / www.cfd-ch.org / PC 30-7924-5



Sommaire

Préface	3
Partie A : Introduction	7
1 Objectif de l'étude et définitions	7
2 Les chercheuses mandatées	10
3 Démarche et problèmes	11
4 Indications concernant la structure du rapport final	12
Partie B: Points focaux dans les régions	13
5 Palestine	13
5.1 La situation en Palestine (Cisjordanie, bande de Gaza)	13
5.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)	14
5.2.1 The School of Community Health – Union of Palestinian Medical Relief Committees (UPMRC) à Ramallah	14
5.2.2 The Jerusalem Center for Women (JCW) à Jérusalem-Est	15
5.2.3 Palestinian Working Women Society for Development (PWWSD) à Naplouse	15
5.2.4 Women's Empowerment Project (WEP)/Gaza Community Health Programm	16
5.3 Discussion des champs thématiques transversaux	17
6 Israël	20
6.1 La situation en Israël	20
6.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)	20
6.2.1 Kayan à Haifa	20
6.2.2 Sidreh dans le Negev	21
6.3 Discussion des champs thématiques transversaux	22
7 Bosnie-Herzégovine	24
7.1 La situation en Bosnie-Herzégovine	24
7.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)	25
7.2.1 Krajiska Suza à Sanski Most	25
7.2.2 Zena BiH à Mostar	25
7.3 Discussion des champs thématiques transversaux	26
8 Kosovo-a	28
8.1 La situation en Kosovo-a	28
8.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)	29
8.2.1 Aureola à Kastriot et à Drenas	29
8.2.2 Qendra per Trajnime dhe Studime Gjinore – Gender training and Research Centre (GTRC) à Pristina	30
8.2.3 Qendra per Mireqenim e Gruas – Women's Wellness Centre (WWC) dans la région de Peja/Pec	30

8.2.4	Motrat Qirazi (MQ) – Rural Women’s Group à Mitrovica, Has et Krushë e Vogel	31
8.3	Discussion des champs thématiques transversaux	32
9	Maroc	35
9.1	La situation au Maroc	35
9.2	Les organisations régionales et leur conception de l’obtention du pouvoir d’action (empowerment)	36
9.2.1	Bayti à Casablanca et Essaouira	36
9.2.2	Ligue Démocratique des Droits de la Femme (LDDF)	37
9.2.3	Solidarité Féminine (SolFem) à Casablanca	37
9.3	Discussion des champs thématiques transversaux	38
10	Suisse	40
10.1	Le contexte migratoire suisse	40
10.2	L’Atelier pour les migrantes du cfd wisdonna et sa conception de l’obtention du pouvoir d’action (empowerment)	41
10.3	Discussion des champs thématiques transversaux	42
Partie C: Conclusion		44
11	Résumé conclusif	44
12	Bibliographie	48

Préface

En tant qu'organisation féministe active en faveur de la paix, le cfd lance et soutient des projets d'obtention du pouvoir d'action (empowerment) en Bosnie-Herzégovine, Kosovo-a, Israël, Palestine, au Maroc, en Algérie ainsi que dans le contexte migratoire et de politique de paix en Suisse. Le lien entre le genre, l'obtention du pouvoir d'action et une politique de paix féministe constitue la question de fond qui sous-tend les objectifs des projets et la politique du cfd. Le mandat de consultation *Genre et développement de la paix* auprès de la Direction du développement et de la coopération (DDC) permet au cfd d'effectuer des recherches de fond à l'interface entre l'obtention du pouvoir d'action et la politique de paix.

Le cfd conçoit l'obtention du pouvoir d'action (empowerment) comme un processus individuel et collectif d'obtention d'un pouvoir visant à améliorer l'accès des femmes aux ressources ainsi qu'à modifier les rapports sociaux de sexe en direction de la justice et de l'égalité. Les processus d'obtention du pouvoir d'action doivent s'appliquer à l'ensemble des niveaux de la société. C'est pourquoi le cfd focalise son travail de projet et sa politique tant sur les processus d'obtention du pouvoir personnel et les niveaux micro que sur les changements structurels et les processus touchant l'ensemble de la société.

Le cfd dispose d'une longue pratique en matière de projets d'obtention du pouvoir d'action en Suisse et à l'étranger. Il a choisi, en 2003 et 2004, d'effectuer une étude systématique des impacts des projets d'obtention du pouvoir d'action. Ce travail de recherche est axé sur l'obtention du pouvoir d'action en tant que stratégie visant à élargir les espaces d'action des femmes; la politique de paix féministe constitue un thème transversal de l'étude. Le choix thématique de la violence, de la *sécurité* et des *ressources* permet en outre d'aborder trois domaines primordiaux de la politique de paix féministe.

Nous nous réjouissons de soumettre à discussion les résultats de cette recherche par la publication de *l'Etude transversale sur l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)*.

Objectifs

L'étude a pour objectif d'étudier les interfaces entre le genre, l'obtention du pouvoir d'action et le développement de la paix, ceci sur la base de la pratique de 16 projets soutenus par le cfd dans le contexte migratoire suisse, en Bosnie-Herzégovine, Kosovo-a, Israël, Palestine et au Maroc. Cette recherche vise à étudier la signification des concepts d'obtention du pouvoir d'action, de sécurité et de paix pour les partenaires de projet dans le contexte local. Il s'agira également d'exposer les stratégies d'obtention du pouvoir d'action et leurs impacts sur l'environnement des projets aux plans personnel, sociétal et politique. Enfin et surtout, l'étude tente de savoir si, et dans quelle mesure, les projets d'obtention du pouvoir d'action ouvrent des espaces d'action aux femmes concernant la violence, la sécurité et les ressources.

En outre, l'étude doit contribuer à une compréhension approfondie de l'approche basée sur l'obtention du pouvoir d'action. Les résultats de la recherche doivent enrichir les projets et les programmes de genre et de développement de la paix. Ils serviront de plus à orienter le développement d'instruments de suivi susceptibles de rendre compte des processus d'obtention du pouvoir d'action et des processus de paix.

Démarche

Lors d'un séminaire préparatoire en août 2003, le cfd a traité, avec le concours de la sociologue allemande Birte Rodenberg (Rodenberg und Wichterich 1999: *Macht gewinnen. Eine Studie über Frauenprojekte der Heinrich-Böll-Stiftung im Ausland*), la signification, la méthodologie et les objectifs de l'obtention du pouvoir d'action en vue de préciser ces notions dans le sens de l'approche féministe de politique de paix du cfd. Sur la base des travaux de ce séminaire, le cfd a ensuite élaboré un concept de recherche qui a été discuté, en mars 2004, lors d'un atelier réunissant à Berne les chercheuses mandatées pour mener la recherche au Maroc, en Croatie, en Palestine et en Suisse. Un consensus quant à la conception des questions à traiter et quant à la méthode de recherche a été défini.

D'avril à juillet 2004 les chercheuses ont mené des études partielles dans les régions : Faiha AbdulHadi et son équipe de projet en Israël et Palestine, Martina Belić et Susanna Kunac en Kosovo-a et en Bosnie-Herzégovine, Jamila Bargach au Maroc et Maritza Le Breton dans le contexte migratoire suisse. L'analyse des rapports des régions et la rédaction de la synthèse intitulée *Etude transversale sur l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)* ont été effectuées par l'ethnologue Anja Sieber.

Cette étude d'ensemble achevée en octobre 2004 a donné lieu, les 25 et 26 novembre 2004, à un colloque du cfd à Berne intitulé: *Perspectives de politique de paix féministe: obtention du pouvoir d'action, genre et prévention de la violence*, ainsi qu'à une série de conférences publiques en 2004 sur les «*Espaces d'obtention du pouvoir d'action dans les contextes de violence*». Ces événements ont permis un premier échange entre les partenaires de projet, les chercheuses impliquées, les spécialistes externes et le cfd.

Lessons learnt

Processus de recherche

Approche

Lors de l'élaboration du concept de recherche et des questions à traiter, le cfd a veillé à lier les approches théoriques aux expériences contextuelles du travail de projet et de l'activité politique, créant un cadre d'analyse qui permet de saisir les deux dimensions. Basée sur les thèmes de la violence, de la sécurité et des ressources, la structure du concept de recherche a permis de mener une comparaison entre les régions et d'étudier les points communs ainsi que les différences. Il faut néanmoins constater que le caractère modélisant du concept de recherche a conféré un statut normatif aux résultats obtenus, rejetant à l'arrière-plan les histoires et expériences concrètes de la pratique de projet.

Chercheuses locales

La collaboration avec des chercheuses ancrées dans les régions des projets a enrichi les débats et permis une étude de la notion d'obtention du pouvoir d'action dans les contextes respectifs. Mais cette collaboration a également présenté des aspects difficiles à gérer: le suivi des processus de recherche simultanés dans les régions a exigé davantage de ressources que celles prévues par le cfd. En vue de futurs projets de recherche, il conviendrait de mettre l'accent sur une association plus étroite des chercheuses locales au développement du concept de recherche, sur une collaboration renforcée avec chacune des chercheuses et sur un espace élargi pour l'échange entre les chercheuses pendant la récolte de données.

Echanges avec les partenaires de projet

Les échanges avec et entre les partenaires de projet ont pris une place centrale lors des travaux de recherche et du colloque qui a réuni, pour la première fois, des représentantes de l'ensemble des projets soutenus par le cfd. En marge du programme officiel, des discussions entre les participantes ont permis d'aborder des thèmes récurrents, d'avoir des échanges sur les expériences respectives et d'identifier les points communs. Afin de renforcer ces réseaux et de revenir ensemble sur les approches et les impacts des projets d'obtention du pouvoir d'action, le cfd entend reconduire l'expérience d'une conférence réunissant l'ensemble des partenaires de projet tous les trois à cinq ans.

Analyse des rapports des régions

Le colloque était axé sur la discussion du rapport final ainsi que sur les questions touchant l'ensemble des régions, ceci dans le dessein de stimuler les réflexions comparatives entre les divers contextes de projet. Du fait de ce choix, il n'a pas été possible de traiter avec une attention suffisante les études partielles réalisées dans les régions et les expériences des partenaires de projet. Le cfd veillera à créer un espace pour cette réflexion: il poursuivra avec les partenaires de projet la discussion de l'étude et de ses résultats et il accompagnera la mise en œuvre de ceux-ci dans la pratique de projet.

Contenu

L'obtention du pouvoir d'action sous l'angle de la transversalité

Les études partielles régionales confirment l'existence d'une conception commune en matière d'obtention du pouvoir d'action, conception qui constitue une base fondamentale pour le développement en partenariat des programmes et projets: toutes les organisations partenaires établissent un lien étroit entre d'une part l'obtention du pouvoir d'action et d'autre part la violence, la sécurité et les ressources. Elles conçoivent l'obtention du pouvoir d'action comme «the power within», c'est-à-dire comme le pouvoir d'une personne ou d'un groupe de réaliser et de donner forme à une chose. L'étude confirme que la modification efficace des rapports de domination et de violence doit toujours toucher les plans individuel, collectif et sociétal-structurel. Du point de vue des partenaires de projet, la mise en œuvre de changements structurels nécessite un travail en réseau horizontal et vertical ainsi que des activités dans des domaines qui se complètent. En vue de gagner en influence sur les structures de la société, le cfd est donc lui aussi appelé à réfléchir régulièrement aux niveaux et aux contextes des alliances qu'il construit.

Obtention du pouvoir au sein des organisations

L'importance de l'obtention du pouvoir d'action à l'interne des organisations est mise en avant à plusieurs reprises. L'étude montre et confirme que si l'on veut stimuler et soutenir les processus d'obtention du pouvoir d'action, les actrices appelées à encourager ces processus doivent elles-mêmes disposer du pouvoir d'action. L'analyse critique des rapports de pouvoir au sein de la société exige également une réflexion sur les hiérarchies présentes au sein de sa propre structure associative et le développement d'une culture d'organisation participative et démocratique. Concrètement, il s'agira notamment de promouvoir de manière ciblée les collaboratrices des projets et des organisations, de renforcer leurs compétences et d'ancrer le droit de participation dans les structures organisationnelles. Les institutions externes de financement jouent un rôle important en la matière. En garantissant un soutien sur le long terme, elles créent une situation sûre et stable pour les collaboratrices et permettent aux organisations de construire les compétences nécessaires et de consolider leurs structures.

Politique de paix féministe

La violence spécifique au sexe constitue un thème fondamental de la politique de paix féministe. Toutes les organisations se basent sur une notion élargie de la violence englobant la violence personnelle, structurelle et celle qui est légitimée au niveau culturel. Les résultats de l'étude indiquent que diverses stratégies individuelles d'obtention du pouvoir d'action contribuent à surmonter la violence spécifique au sexe. L'étude présente un grand nombre d'exemples d'obtention d'un pouvoir économique, juridique et social permettant aux femmes d'échapper aux rapports de dépendance qui sont source de violence. Les efforts collectifs des femmes peuvent, au-delà des initiatives individuelles, également donner lieu à des changements structurels réduisant la violence faite aux femmes. L'exemple de la réforme du code de la famille marocain démontre l'importance de la construction de réseaux politiques larges pour impulser des changements structurels en faveur des femmes.

L'application de la notion d'obtention du pouvoir d'action aux champs thématiques que sont la violence, la sécurité et les ressources établit un lien avec une politique de paix féministe. Mais l'étude signale simplement la signification de l'obtention du pouvoir d'action en tant que stratégie de promotion de la paix, et le cfd devra poursuivre et approfondir cette réflexion dans le cadre de la recherche sur la paix dans une perspective féministe. La newsletter du cfd *Focus on Gender and Peacebuilding 3/04*, intitulée *Empowerment, genre et promotion de la paix* constitue un premier pas dans ce sens.

Implication des hommes et images de la masculinité et de la féminité

Parmi les recommandations les plus importantes, l'étude formule celle d'associer les hommes aux projets d'obtention du pouvoir d'action. Il conviendrait néanmoins de préciser ce principe. S'agit-il de sensibiliser les hommes aux droits des femmes? Faut-il intégrer davantage d'hommes dans les organisations de femmes afin d'améliorer l'acceptation sociétale des revendications de celles-ci? Ou s'agit-il de construire des alliances stratégiques avec des hommes en position de pouvoir en vue d'atteindre certains objectifs en matière de politique

féministe et de gagner en influence? Le colloque a fait apparaître que les partenaires de projet intègrent d'ores et déjà les hommes de diverses façons: en Kosovo-a par exemple, les organisations de femmes mènent un travail de médiation au sein des couples afin de lutter contre la violence domestique. Nombre d'associations de différentes régions ont développé des programmes de sensibilisation des autorités et des instances de la police concernant les violences faites aux femmes. La défense des intérêts des femmes (advocacy) et les campagnes de lobby s'adressent aux politiciens et à d'autres décideurs.

La discussion sur l'intégration possible des hommes, et sur le rôle des femmes et des hommes au sein des projets, doit englober une analyse des structures, des processus, des institutions et des actes sociaux qui perpétuent la violence spécifique au sexe, un accès et un contrôle inégalitaires des ressources ainsi qu'une situation déficitaire en matière de sécurité pour les femmes. Il s'agira notamment d'accorder une attention accrue aux concepts de «féminité» et de «masculinité» qu'une politique de paix féministe devra déconstruire et à ceux, au contraire, qu'elle voudra développer et soutenir, dans le souci de ne pas cimenter une dichotomie des sexes et de surmonter les rapports hiérarchiques entre les sexes.

Ecrire et lire sur l'obtention du pouvoir d'action: réflexion critique

Le cfd déconstruit les discours hégémoniques qui suscitent l'exclusion selon le sexe, la religion et l'origine et qui légitiment la violence. Il s'agit donc de porter une attention particulière aux formules stéréotypées et culturalistes, surtout lorsqu'elles se présentent comme des faits établis, et de s'interroger sur leur fonction sociale et politique.

A plusieurs reprises, l'étude décrit l'exclusion des femmes et la dégradation de leur position dans les contextes de guerre et de crise comme un phénomène de «retraditionalisation» basé sur des notions locales «d'honneur et de honte». Une question se pose: ces explications d'ordre culturel-symbolique ne dissimulent-elles pas, de manière discursive, des rapports de pouvoir et une distribution des ressources inégalitaires entre les sexes? Autrement dit, dans quelles conditions les facteurs culturels produisent-ils *réellement* la violence envers les femmes et leur exclusion? Le recours à des schémas explicatifs de nature culturaliste prend en outre le risque de présenter, implicitement, les sociétés comme arriérées et disposées à la violence.

Les motivations des stratégies de projet visant à renforcer les femmes présentent souvent des indices d'une optique déficitaire. Ainsi les projets se proposent de délivrer les femmes de leur «isolation sociale» ou de «l'oppression masculine». Les positions et les positionnements, les ressources et les espaces d'action à investir disparaissent du texte pour laisser place à une réalité discursive marquée par la perte du pouvoir d'action (disempowerment).

L'enjeu consiste en l'exigence de pratiquer l'obtention du pouvoir d'action également dans les représentations et la communication, exigeant et gagnant ainsi le pouvoir de définition.

Nous vous invitons donc à confronter notre étude sur l'obtention du pouvoir d'action aux lectures les plus diverses.

cfd

Berne, juin 2005

Partie A: Introduction

1 Objectif de l'étude et définitions

En tant qu'organisation d'entraide et de paix, le cfd¹ coopère avec des organisations partenaires et des projets d'obtention du pouvoir d'action (empowerment) en Israël, Palestine, Kosovo, Bosnie-Herzégovine et au Maroc. En Suisse, le cfd réalise des projets d'obtention du pouvoir d'action dans le cadre du contexte migratoire à travers l'Atelier pour les migrantes *wisdonna*, et participe aux débats de politique migratoire au niveau local et national.

En référence à une étude de la fondation allemande «Heinrich-Böll-Stiftung» (Rodenberg et Wichterich 1999), un groupe de travail composé de personnes appartenant à différents services du cfd a conçu, à la fin 2003, le plan d'une étude transversale afin de saisir l'impact des projets d'obtention du pouvoir d'action soutenus par le cfd (cfd 2003). A travers des recherches réalisées dans les régions et auprès des organisations, le cfd se fixait le but d'analyser de manière systématique les expériences faites dans la pratique de projet. Il s'agira par la suite de capitaliser les résultats de ces analyses pour le futur développement des programmes et de la politique du cfd, et de s'en servir pour élaborer des instruments de suivi et d'évaluation de l'impact des projets (cfd 2003: 2). L'étude met l'accent sur la mise en lumière des espaces d'actions des participant-e-s et des bénéficiaires des projets. La politique de paix féministe constitue un thème transversal de cette étude centrée sur l'analyse de la conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment), et sur les champs thématiques qui y sont liés tels que la violence, la sécurité et les ressources. L'étude a été conçue sur la base d'une approche méthodologique qualitative.

Du point de vue des contenus, l'étude part du principe que l'égalité des sexes constitue une précondition primordiale à une paix juste et positive. Les femmes et les hommes doivent bénéficier des mêmes droits et chances et disposer des mêmes possibilités de décision pour gérer leur quotidien et décider de leur vie. La discrimination des femmes et les inégalités en matière de possibilités de participer à la société sont une réalité dans les régions en question. Les femmes sont confrontées à une série de limitations et de restrictions: elles sont exclues de l'accès aux ressources principales de la société ainsi que des postes décisionnels, leur mobilité est entravée, leur quotidien est marqué par des rapports et des structures de pouvoir inégalitaires, leur sécurité personnelle est menacée en permanence, et ce non seulement dans les zones de crise aiguë. La présente étude localise les discriminations structurelles spécifiques au contexte qui affaiblissent et excluent les femmes (cfd 2003: 3).

Dans le même temps, l'étude vise également à identifier les chances et les possibilités ouvertes aux femmes. Il s'agit de démontrer comment les femmes modifient les structures de pouvoir prétendument figées, où et comment elles éliminent les discriminations et comment elles peuvent se procurer un accès égalitaire aux ressources de la société. Les différents rapports réalisés dans les pays décrivent des espaces d'action et des stratégies permettant aux femmes d'initier des changements profonds dans la société. Ces changements se répercutent tant au niveau individuel des relations quotidiennes entre les femmes et les hommes qu'au niveau de la structure macropolitique de la société.

Pour l'analyse des divers contextes, l'étude se base sur la question de fond suivante: **Dans quelle mesure les projets d'obtention du pouvoir d'action peuvent-ils faire apparaître et démanteler les structures discriminatoires et limitatives, ouvrant ainsi des espaces d'action – actuels ou nouveaux – afin que les femmes obtiennent davantage de pouvoir de décision à l'échelle individuelle et collective, tant dans la sphère personnelle que dans la vie sociopolitique?** Pour répondre à cette question, le cfd a défini, sur la base de ses activités, les champs thématiques qu'il juge pertinents et à propos desquels il s'agira d'identifier l'impact des processus d'obtention du pouvoir d'action (cfd 2003: 3). Ces champs thématiques touchent les phénomènes de la violence et de la sécurité ainsi que la question de l'accès aux ressources et de leur contrôle. Le passage suivant est consacré à l'exposition des champs thématiques.

¹ Christlicher Friedensdienst. Le présent texte se limite à l'usage de l'abréviation.

Dans un premier temps, il convient de tenter de définir le concept d'**obtention du pouvoir d'action (empowerment)** (Kabeer 1994 (2003): 224)², qui reste assez flou. Le concept de l'obtention du pouvoir d'action a été développé pour la première fois par le réseau de femmes du Sud DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) lors de la conférence de clôture de la décennie des Nations Unies pour la femme en 1985 à Nairobi. Cette notion décrit une stratégie politique en faveur des femmes, selon laquelle les femmes sont appelées à construire collectivement un pouvoir depuis la base dans le but de briser les structures d'exploitation et d'oppression (Rodenberg et Wichterich 1999: 25). Les femmes doivent obtenir un contrôle des ressources ainsi que des possibilités de décider et de façonner leur vie dans la sphère du ménage, de la politique, de l'économie et de la culture. Outre le sexe, cette notion couvre explicitement d'autres inégalités comme celles liées à la race et la classe sociale, et revendique la libération des femmes et d'autres groupes défavorisés par rapport à la domination masculine, mais aussi par rapport au colonialisme, au néocolonialisme et aux formes d'économie globalisées. Les femmes du Sud ont donc initié un changement de perspective demandant un pluralisme au sein du féminisme. Il s'agit de tenir compte de la diversité des besoins et des aspirations tels que définis par les femmes elles-mêmes selon leurs différents contextes de vie (Sen et Grown 1988). Cette démarche brise la dualité du pouvoir et de l'impuissance ainsi que le stéréotype féminin de la subordination et de la privation de droits. En lieu et place de ces schémas dichotomiques, émergent une vision différenciée et le postulat selon lequel mêmes les êtres humains disposant d'un pouvoir apparemment restreint possèdent un potentiel leur permettant de transformer leurs conditions de vie (Kabeer 1994 (2003): 224). Les femmes sont considérées comme des actrices politiques dotées de ressources spécifiques et capables de mettre en œuvre des stratégies consciemment choisies en vue d'atteindre des objectifs et de changer leur vie. A l'heure actuelle, le point focal n'est donc plus la subordination universelle des femmes, mais bien la construction et le fonctionnement des rôles des femmes par rapport aux rôles des hommes, respectivement de la féminité par rapport à la masculinité³. A travers ce changement de paradigme, le centre d'intérêt passe d'une vision plutôt statique du «pouvoir et de l'impuissance» à une conception dynamique du «pouvoir en tant que processus». Cette approche permet de concevoir et d'aborder les rapports de pouvoir comme étant modifiables. Kabeer (1994 (2003): 223-263) distingue trois formes de pouvoir et de relations de pouvoir décisives pour le concept d'obtention du pouvoir d'action dans le cadre de la coopération au développement: «**the power to**» («le pouvoir de...»), une force productive qui peut conduire à un gain de pouvoir et créer de nouvelles possibilités de décision ; «**the power over**» («le pouvoir sur...»), une force décrite comme le pouvoir de contrôler ; et le «**the power within**» («le pouvoir au sein de...»), qualifié par Kabeer comme étant la forme de pouvoir appropriée pour traiter la question de l'obtention du pouvoir d'action par les femmes. Le «power within» permet aux femmes de contrôler les ressources. Elles sont ainsi habilitées à décider de leur propre existence et à endosser la responsabilité de leurs décisions. Outre ces changements appartenant plutôt à la sphère individuelle, les processus d'obtention du pouvoir d'action conduisent également à une mutation progressive des relations sociales et des normes socioculturelles (Rodenberg et Wichterich 1999: 28) – et donc à des changements au niveau sociétal-collectif. Il est important de relever que l'obtention du pouvoir d'action n'est jamais unidimensionnelle puisqu'elle doit toucher l'ensemble des niveaux de la société (niveaux micro, méso et macro).

L'obtention du pouvoir personnel est – selon la formule de Rodenberg (1999: 17) – «un processus complexe et dynamique menant à l'élargissement des capacités individuelles et collectives des femmes ainsi qu'à l'accroissement de leurs espaces d'action dans la sphère politique et sociale». Kabeer (1999: 437) complète et précise cette définition de l'obtention du pouvoir d'action comme étant «intrinsèquement liée à l'état de perte de

² La nécessité de définir cette notion apparaît non seulement dans le débat scientifique, mais aussi à l'occasion de son application lors de la récolte de données. La discussion dans les ateliers de préparation à l'étude ont mis en évidence des difficultés de traduction de ce terme dans la langue locale des régions concernées. Les chercheuses ont donc dû déployer des efforts importants pour formuler des questions compréhensibles au niveau local. Les chercheuses constatent à l'unanimité que la notion d'obtention du pouvoir d'action doit être abordée selon diverses perspectives (cf 2004: 2).

³ Pour obtenir des précisions à ce sujet, voir: (Fishburne Collier und Yanagisako 1987; Moore 2001; Morris 1995).

pouvoir d'action et se rapportant aux processus par lesquels les personnes privées de la possibilité de faire des choix obtiennent cette possibilité. Autrement dit, l'obtention du pouvoir d'action exige un processus de changement».

La présente étude s'est intéressée à l'obtention et à la perte du pouvoir d'action dans trois domaines: l'obtention de pouvoir d'action dans la conception des organisations locales et des bénéficiaires des projets ; puis, dans un deuxième et troisième temps, les stratégies mises en œuvre dans les régions en vue de l'obtention du pouvoir d'action et la question de son impact sur les domaines individuel, collectif et sociétal-structurel. Les chercheuses mandatées ont accepté la définition présentée ci-dessus et l'on intégrée à l'élaboration de leurs questionnaires (cfd 2004).

La «violence» constitue également une notion centrale de cette étude, nécessitant donc un effort de définition. L'étude se base sur la **notion élargie de la violence** telle que présentée par Galtung (1969; 1990): «Nous considérons que la violence caractérisée par un acteur la commettant est de nature *personnelle ou directe*, tandis qu'en l'absence d'un tel acteur, il s'agira d'une violence de nature *structurelle ou indirecte*» (Galtung 1969: 170-171). Le même auteur (1990: 291) ajoute à sa définition une composante culturelle: «Le terme de *violence culturelle* désigne pour nous les aspects de la culture, de la sphère symbolique de notre existence – par ex. la religion et l'idéologie, le langage et l'art, la science empirique et formelle – qui peuvent être utilisés pour justifier et légitimer la violence directe ou structurelle». On distingue donc trois dimensions :

- la violence personnelle (directe, physique) commise par des acteurs clairement identifiables;
- la violence formelle (indirecte, structurelle) inscrite dans les structures sociales, politiques, économiques, institutionnelles, etc.;
- la violence culturelle, symbolique encourageant, propageant et légitimant finalement la violence personnelle et structurelle.

Grâce à cette définition et à la réflexion féministe du triangle de la violence établi par Galtung, il est notamment possible de comprendre les inégalités sociales entre les femmes et les hommes, c'est-à-dire la discrimination des êtres humains selon leur sexe, leur origine, leur ethnicité, mais aussi selon leur appartenance religieuse et politique, comme une forme de violence. Les discriminations de ce type peuvent être abordées et modifiées à l'aide d'une conception élargie de la violence. Sur la base de cette notion de violence, les chercheuses ont formulé les questions suivantes: Quelle est la conception locale de la violence? Comment, où et par qui les femmes et les enfants vivent-elles/ils des violences dans leur contexte de vie spécifique? Quelles sont les possibilités d'action dont disposent les personnes concernées afin de faire face aux rapports de violence spécifiques et de les modifier? (cfd 2003: 4, 9)

Comme pour la notion de violence, l'étude se base sur une **notion élargie de la sécurité** telle que définie le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement - United Nations Development Programme (UNDP) 1994: 23-25). Cette définition se réfère à la conception élargie de la violence et couvre l'absence de violence aux plans personnel, structurel et culturel ainsi que la justice sociale. Or, les mesures de sécurité militaires ne suffisent pas à garantir la sécurité humaine, puisque celle-ci se base sur le besoin de sécurité de l'individu-e. Kofi Annan précise cette idée comme suit: «La sécurité humaine comprend, au sens le plus large, bien davantage que la simple absence de conflits violents. Elle couvre les droits humains, la bonne gouvernance, l'accès à l'éducation et à la santé et la garantie que chaque être humain dispose des possibilités et des choix nécessaires à la réalisation de son potentiel» (Annan 2000). Dans une perspective féministe, la sécurité humaine couvre en outre la garantie et la mise en œuvre intégrale des droits des femmes, de l'égalité juridique, de l'absence de violence (domestique), de la protection contre l'abus sexuel, de la participation politique égalitaire.

Les questions posés au cours de cette recherche ont été formulées sur la base des exigences suivantes: Quelle conception les femmes ont-elles de la sécurité, et quels sont leurs besoins en la matière? Quels sont les conséquences des conflits sur la situation des femmes dans la sphère publique et privée? Les projets mettent-ils au jour des espaces d'action susceptibles d'accroître la sécurité des femmes? Peut-on constater une influence sur les débats publics en matière de sécurité? (cfd 2003: 4, 9)

L'approche évoquée ci-dessus en matière d'obtention du pouvoir d'action permet au cfd d'aborder la question

sous l'angle des **ressources**. Ce travail de recherche se concentre donc sur les ressources telles que le droit, la formation, le travail/les revenus et la santé ainsi que les biens immatériels dont dispose la société. Il s'agit d'examiner comment les femmes aménagent leur accès à ces ressources, comment ces ressources peuvent élargir leurs espaces d'action et dans quelle mesure la gestion de leur quotidien s'en trouve facilitée. Mais l'étude se penche aussi sur les champs qui demeurent fermés aux femmes et sur les raisons de cette situation. L'objectif est d'observer l'accès des femmes aux ressources et de déterminer si elles obtiennent davantage de pouvoir de décision sur leur vie lorsqu'elles ont accès aux ressources et exercent un contrôle sur celles-ci (cf 2003: 5, 9).

Comme pour les notions de violence et de sécurité, l'étude se base sur une **conception élargie de la paix** (cf mai 2004) et se fonde donc sur le concept de paix positif élaboré dans le cadre de la recherche sur les conflits et sur la paix⁴ – la paix désigne donc davantage que la simple absence de la guerre. La politique de paix féministe interroge les causes de la domination et de la violence ainsi que la fonction politique et sociale des stéréotypes sexuels, et tente d'identifier les attributions culturelles, ethniques, religieuses et sociales. Toutes les formes de violence sociale sont donc recensées par cette démarche, notamment la violence omniprésente, quotidiennement exercée à l'encontre des femmes (Mathis 1998: 30). La notion féministe de paix ne se réfère pourtant pas seulement au champ thématique de la violence, mais aussi à la question de la sécurité et à celle des ressources – présence de ressources, accès à celles-ci, contrôle des ressources – respectivement à l'obtention du pouvoir d'action (cf 2002). Les trois champs thématiques de la violence, de la sécurité et des ressources constituent des questions transversales, c'est pourquoi elle interviennent pour l'étude de l'ensemble des projets. La promotion de l'obtention du pouvoir d'action, la mise en réseau et la garantie de l'accès aux ressources et à la participation politique jouent un rôle primordial en la matière. Les champs thématiques mentionnés sont reliés entre eux et déterminent l'action du cfd en matière de politique de paix.

2 Les chercheuses mandatées

En vue d'atteindre l'objectif de recherche formulé en introduction – l'analyse systématique des expériences de la pratique de projet –, le cfd a mandaté des chercheuses ancrées dans le contexte local pour examiner les 16 projets soutenus par le cfd au Proche-Orient, dans les Balkans, au Maroc et en Suisse.

Pour les projets en Israël et Palestine, c'est Mme **Faiha AbdelHadi** (Ph.D.) qui s'est chargée de la recherche. Elle a rédigé une thèse de doctorat en littérature arabe, enseigné à l'Université de Bir Zeit et dirige actuellement un programme de recherche sur la question de l'histoire orale des femmes palestiniennes («Oral History of Palestinian Women»). Elle est également consultante du PNUD et du gouvernement palestinien pour les questions de planification de genre et de développement («Gender Planning and Development»).

Les projets en Bosnie-Herzégovine et en Kosova ont été étudiés par Mme **Martina Belić** (Dr. med.) en collaboration avec Mme Suzana Kunac. Mme Belić est médecin et coordinatrice de l'organisation B.a.B.e. (be active, be emancipated) à Zagreb. Elle est co-fondatrice du «Centre des femmes victimes de la guerre». L'engagement qu'elle développe depuis de nombreuses années en faveur de la paix lui a permis d'acquérir une large expérience en matière de genre et de droits des femmes, de traumatismes de guerre, de communication non violente et de stratégies de résolution pacifique des conflits.

Mme **Jamila Bargach** (Ph.D.) a rédigé le rapport sur le Maroc. Docteure en ethnologie, elle travaille à l'Institut de sciences sociales de la National School of Architecture (ENA) à Rabat. Elle est membre du groupe de recherche international «Religion and Human Rights Project» lancé par la University School of Law d'Atlanta (USA) et a travaillé en 1999/2000 au collège scientifique de Berlin sur le thème de «l'époque moderne et l'islam». En outre, elle est consultante de la fondation allemande «Heinrich-Böll-Stiftung».

Les projets d'obtention du pouvoir d'action (empowerment) de wisdonna en Suisse ont été analysés par Mme **Maritza Le Breton** (lic.phil.). Sociologue et ethnologue de formation, elle enseigne à la Haute école spéciali-

4 A ce sujet, voir par ex. (Galtung 1971; Galtung 1985; Reimann 2000; Reimann 2001).

sée de Soleure. Elle a mené divers projets de recherche, notamment un projet financé par le Fonds national suisse (FNS) sur la question de la traite des femmes dans la perspective des migrantes en Suisse.

Mme **Anja Sieber**⁵ (lic.phil.), ethnologue, a dépouillé les analyses des différents pays et rédigé ce rapport final. Assistante d'enseignement et de recherche à l'Institut d'ethnologie de l'Université de Berne, elle est membre du groupe d'accompagnement scientifique du projet «1000 femmes pour le prix Nobel de la paix 2005» rattaché au Centre interdisciplinaire de recherche sur les femmes et le genre (Interdisziplinäres Zentrum für Frauen- und Geschlechterforschung IZFG) de l'Université de Berne. Elle rédige sa thèse de doctorat sur la question des «réseaux sociaux des femmes en tant que ressource pour la réconciliation en Bosnie-Herzégovine». Ce projet de recherche est soutenu par le Fonds national suisse par une bourse d'un an.

3 Démarche et problèmes

D'un point de vue méthodologique, cette étude du cfd se base une approche qualitative. Comme évoqué ci-dessus, la récolte de données s'est fondée sur une démarche axée sur les ressources, permettant ainsi de garantir deux aspects importants: éviter une argumentation basée sur le statut de victime ainsi que la victimisation des femmes (cfd 2003: 2).

Les chercheuses ont adapté le questionnaire⁶ élaboré et discuté en commun en Suisse aux configurations régionales, à la situation spécifique des organisations et à leurs approches respectives. Les données ont été récoltées à l'aide d'interviews ouvertes et semi-structurées, de groupes de discussion focalisés sur une question particulière, mais aussi par le biais de l'observation participative et du travail sur les archives⁷. Toutes les personnes impliquées ont mis l'accent sur la transparence de la démarche.

Toutes les chercheuses ont relevé que le délai limité pour la récolte des données constituait une difficulté et une entrave au travail de recherche. Certaines lacunes au niveau du contenu, par ex. l'absence d'analyse lorsque l'on est en présence d'observations contradictoires, sont dues à cette problématique.

En outre, les chercheuses ont rencontré des difficultés spécifiques au contexte. En raison de la situation de conflit aigu en Israël et en Palestine et de la restriction de la mobilité qu'elle engendre, Mme AbdelHadi s'est vue dans l'obligation de coordonner et de superviser une équipe de recherche israélienne et une deuxième équipe palestinienne. Du fait de ces difficultés, le rapport de cette région présente certaines lacunes que j'ai essayé de combler en coopération avec la responsable du cfd pour les projets en Israël-Palestine. Selon les besoins, les rapports des pays ont donc été complétés sur la base de discussions avec les responsables de projet du cfd et à l'aide de documents complémentaires internes au cfd. Le cadre de ce rapport ne m'a pas permis de faire appel à d'autres sources. Les lectrices/lecteurs sont prié-e-s de tenir compte de cet état de fait.

D'un point de vue scientifique, il s'est avéré difficile de traiter un si grand nombre de projets et d'organisations différentes dans une seule et même étude. Le délai limité pour la récolte de données et pour leur analyse en Suisse n'a pas permis un examen approfondi – ni de la part des chercheuses sur le terrain, ni de ma part. Ainsi, il est pratiquement impossible d'évaluer l'impact à long terme des projets en matière de changement de la société, et donc de formuler un avis critique sur les organisations et leurs démarches. Les conclusions établies sur la base des données, et donc aussi celles qui sont émises dans le cadre de ce rapport final, constituent donc plutôt un état des lieux des 16 projets soutenus par le cfd ainsi qu'une première base de discussion concernant la conception locale de l'obtention du pouvoir d'action et les trois champs thématiques qui s'y rapportent. J'espère que par la suite, ce rapport sera utile pour la mise en œuvre des objectifs formulés dans le concept de l'étude – le développement ultérieur des programmes du cfd sur la base des conclusions de l'étude et l'élaboration d'instruments de suivi et d'évaluation.

⁵ Lorsque le texte présente des formulations à la première personne, il fait référence à l'auteure de ce rapport final.

⁶ A ce sujet, voir le rapport de l'atelier qui a eu lieu à Berne (cfd 2004).

⁷ Pour une réflexion détaillée des approches, voir les chapitres correspondants des différents rapports des régions : (AbdulHadi 2004a: 6-8; AbdulHadi 2004b: 6-7; Bargach 2004: 7-8; Belić und Kunac 2004: 3-12; Le Breton 2004: 24-25).

4 Indications concernant la structure du rapport final

Le présent rapport final est divisé en trois parties: **la partie introductive (Partie A)** est suivie d'une **deuxième partie (Partie B)** présentant les données empiriques des régions. Les chapitres consacrés aux régions sont construits selon un même modèle: présentation des particularités régionales ; description des organisations, de leurs activités et de leur conception de l'obtention du pouvoir d'action ; et discussion des champs thématiques transversaux – la violence, la sécurité, les ressources. Les démarches possibles pour le futur développement des projets sont indiquées dans la mesure du possible. L'ordre dans lequel apparaissent les régions a été déterminé par le processus de rédaction: Palestine et Israël, Bosnie-Herzégovine et Kosova, Maroc, Suisse. On pourrait également interpréter cet ordre de présentation comme un mouvement allant de la situation de guerre aiguë en Palestine et Israël à la situation d'après-guerre en Bosnie-Herzégovine et Kosova, puis à la situation pacifiée au Maroc et en Suisse, dans laquelle les femmes et les migrantes souffrent néanmoins d'inégalités structurelles. J'ai condensé les rapports régionaux, qui comptent entre 40 à 110 pages, en un résumé de 8 pages au maximum, ce qui n'a évidemment permis de rendre ni la totalité ni le détail du texte original. Les personnes intéressées à un examen approfondi sont donc renvoyées aux différents rapports régionaux des chercheuses.

La **dernière partie (Partie C)** compare à la réflexion du cfd les conclusions tirées au niveau régional sur la base des questions formulées dans l'étude, et focalise ces conclusions sur des facteurs centraux de l'obtention du pouvoir d'action.

Partie B: Points focaux dans les régions

5 Palestine

Le rapport final de l'étude se base, comme il a été mentionné, sur les rapports rédigés par les chercheuses sur le terrain. Du fait de la restriction de la mobilité due à la situation de conflit en Palestine, la chercheuse s'est parfois trouvée dans l'impossibilité de mener elle-même la récolte de données. Celle-ci a donc été entravée, ce qui a généré, dans certains cas, des problèmes de compréhension. Ces difficultés concernant surtout la présentation du contexte local m'ont amenée à faire appel à d'autres matériaux du cfd (Becker et Weyermann 2004; Shamas 2003). La description des organisations et de leurs activités s'appuie en premier lieu sur le programme du cfd pour l'étranger (cfd-Auslandprogramm (2004)). En l'absence d'indications dans le texte, les informations proviennent du rapport de Faihaa AbdulHadi (2004b)⁸.

5.1 La situation en Palestine (Cisjordanie, bande de Gaza)

La situation politique, sociale et juridique de la Palestine est extrêmement complexe et tendue au vu de la guerre. En outre, elle change continuellement. Il ne sera donc pas possible, dans le cadre de ce rapport, de fournir une présentation détaillée. Pour l'examen des projets, il convient néanmoins de mettre en évidence les éléments suivants :

Depuis le début de la deuxième Intifada (septembre 2000), le niveau de vie des familles palestiniennes s'est massivement dégradé dans tous les domaines. Avant l'Intifada, environ 30'000 frontaliers/frontalières palestiniennes de la bande de Gaza allaient travailler en Israël ; fin 2003, ce nombre avait chuté à 4'000. **Le taux de chômage** peut aller, selon les régions, jusqu'à 41.2%. Une grande partie des êtres humains (78,9%) sont dépendants de l'aide pour survivre, 63.3% des personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et 47,4% des familles ont perdu leurs biens. Nombre de bailleurs de fonds et d'organisations non gouvernementales (ONG) ont donc dû concentrer leurs activités sur l'aide quotidienne à la survie et se sont retirées du financement de projets à long terme (Becker et Weyermann 2004: 11).

Les femmes sont particulièrement touchées par l'absence d'autorité étatique et par l'oppression violente du droit palestinien à l'autodétermination de la part d'Israël. Les rapports de pouvoir se renforcent et les droits des femmes sont marginalisés. Le statut des femmes ne peut donc pas s'améliorer de manière substantielle (Shamas 2003: 31). Les couvre-feux et le bouclage des territoires palestiniens portent atteinte à la mobilité des femmes et les empêchent d'accéder aux ressources (notamment au système de santé et de formation). Les conséquences de ces restrictions sur l'espace public se prolongent aujourd'hui dans **l'espace privé**, auparavant considéré comme le domaine des femmes. Les hommes qui ont perdu leur travail commencent à occuper l'espace privé. Cet état de fait contraint nombre de femmes à exercer une activité rémunérée à l'externe et à subvenir aux besoins matériels de la famille (Shamas 2003: 29). **Cette inversion des rôles sexuels** contrecarre l'idéal traditionnel de la culture palestinienne reconnaissant aux hommes le prestige de protéger **l'honneur familial**, et excluant largement les femmes de l'espace public (Becker et Weyermann 2004: 12). Le code des mœurs basé sur «l'honneur et la honte» («honour and shame»)⁹ qui intervient ici rend l'honneur des hommes dépendant du comportement des femmes. Ce principe ne joue pas seulement entre la femme et l'homme, mais également au niveau de l'honneur du ménage. Les femmes sont responsables de la réputation du ménage et sont donc soumises à un contrôle social renforcé. L'occupation des territoires et les humiliations qui s'ensuivent font croître la pression poussant les hommes à garder, au moins, le contrôle de la famille et

⁸ Cette constatation vaut également pour la description de la situation en Israël (voir à ce sujet p. 20 du présent rapport).

⁹ Pour une étude critique et féministe du code de «honour and shame», voir (Goddard 1987; Goddard 1994; Lindisfarne 1994). L'argument principal de la réflexion féministe affirme que, malgré le stéréotype de «la femme apportant la honte, tandis que l'homme défend l'honneur», il convient de prendre en compte les activités de la femme et sa contribution à la société.

du ménage. La situation de guerre et la détresse économique renforcent donc les codes sociaux particulièrement défavorables aux femmes.

Une conséquence possible de ce contrôle accru peut se manifester dans la **violence domestique**. Diverses enquêtes ont été réalisées à ce sujet ces derniers temps. Etant donné que le problème de cette violence constitue un tabou social et une affaire strictement privée, il est difficile d'obtenir des chiffres fiables. On peut néanmoins partir du principe que les maris sont responsables de la majorité des violences commises envers les femmes, tendance en outre renforcée par le mariage interne à la famille et le mariage précoce.

La militarisation du conflit entrave également la **formation** des filles (Shamas 2003: 31). Bien que 86,4% des Palestiniennes sachent lire et écrire et que la population soit consciente de l'importance de la formation, on constate qu'un nombre croissant de filles quittent prématurément l'école. Les raisons de cette situation sont multiples: notamment les contrôles renforcés aux points de passage et la peur des parents que leurs filles soient soumises à des dangers particuliers, mais aussi le coût du transport, hors de portée pour le déplacement à l'école. La construction du mur aggrave encore davantage cette situation. Les restrictions de mobilité et le danger omniprésent confirment le besoin accru que les familles ressentent de protéger leurs filles et de les garder à la maison au nom de l'honneur de la famille.

Les femmes connaissent encore d'autres souffrances liées à la situation de guerre: quand leur fils ou leur mari meurt dans la lutte contre l'occupant, il est considéré comme un héros et un **martyr** dont il ne convient pas de pleurer la mort. Ce sont donc en particulier les femmes qui sont appelées à cacher leur peine et à refouler leur sentiment de perte (Becker et Weyermann 2004: 13). Le refus de la société d'accepter et de reconnaître la tristesse liée au décès d'un proche enferme nombre de femmes, selon Shamas (2003: 31), dans un cloisonnement maladif qui les coupe de la société.

5.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

5.2.1 The School of Community Health – Union of Palestinian Medical Relief Committees (UPMRC) à Ramallah

L'UPMRC (Union des comités palestiniens d'aide médicale) fournit depuis 1979 une prise en charge médicale de base dans les territoires palestiniens. Cette association a mis sur pied des cliniques et des services ambulatoires mobiles ainsi qu'un service de médecine scolaire. Un pilier de cette organisation non gouvernementale (ONG) est, depuis 1987, son «Ecole de la santé communautaire» proposant une formation de travailleuse communautaire de la santé (community health workers) sur deux ans, destinée à de jeunes femmes provenant majoritairement de régions rurales de Cisjordanie et de milieux économiquement défavorisés. Après l'obtention de leur diplôme, les jeunes femmes travaillent dans les services ambulatoires des villages de leur région, effectuent des visites à domicile et dispensent une éducation à la santé dans les communautés et les écoles. La formation comprend différents modules: soins de santé de base (primary health care); travail communautaire et éducation à la santé; et prévention sanitaire pour les femmes et les enfants. La méthodologie du programme est axée sur l'action et prévoit une alternance entre la théorie et la pratique. Aux diplômées et aux autres professionnel-le-s de la santé, l'Institut de formation aujourd'hui officiellement reconnu propose un large programme de formation continue. L'offre s'adapte aux exigences de la situation d'urgence, permettant aux jeunes femmes de se responsabiliser davantage dans des situations critiques.

L'UPMRC espère améliorer, par ses activités, la santé des populations des régions rurales et la situation des femmes au sein des communautés locales. Outre l'obtention individuelle du pouvoir d'action par les diplômées – surtout au plan financier –, l'association vise également à renforcer les communautés d'origine des jeunes femmes.

L'obtention du pouvoir d'action est, dans la conception de cette association, un processus visant à renforcer la position des femmes aux niveaux individuel, collectif et sociétal-structurel, niveaux qui se déterminent les uns les autres. Par l'obtention d'une formation, l'acquisition de savoirs et la sensibilisation à des questions de fond, les étudiantes apprennent à agir de manière indépendante et consciente. Un élément central de ce processus réside dans la possibilité de gagner de l'argent et dans le contrôle autonome du salaire. Dans la perception des jeunes femmes, la formation les renforce au plan personnel (renforcer la confiance en soi, savoir lutter pour ses droits, acquérir une indépendance financière), au plan familial (négocier une nouvelle place et

un rôle au sein de la famille) ainsi qu'au plan de la société (être acceptée et respectée en tant que travailleuse de santé). Le rapport mentionne un effet de contagion («trickle over») du projet: les femmes qui connaissent des étudiantes ou des diplômées de l'Institut de formation s'y inscrivent souvent elles-mêmes.

5.2.2 The Jerusalem Center for Women (JCW) à Jérusalem-Est

Contrairement à l'association présentée ci-dessus, le «Jerusalem Center for Women JCW» (Centre des femmes de Jérusalem) est une organisation non mixte qui se préoccupe en premier lieu de l'obtention du pouvoir d'action par les femmes sur le plan politique. Sise à Jérusalem-Est, cette association mène une politique de paix féministe et soutient la participation active des femmes au niveau de la politique et de la société. En coopération avec l'organisation de femmes israélienne «Bat Shalom», le JCW a fondé en 1994 la structure du «Jerusalem Link» («Lien de Jérusalem») afin de promouvoir le dialogue politique, notamment par la publication d'articles de journaux propageant le dialogue et demandant une paix basée sur la justice. Le Jerusalem Link prépare actuellement la création d'une commission de femmes internationale dédiée à la paix, qui sera constituée d'expertes palestiniennes, israéliennes et internationales, ceci dans le but de garantir une participation formelle des femmes et des organisations de femmes au processus de paix. Au sein de la société palestinienne, le JCW organise des plates-formes de discussion afin de renforcer les liens et la coopération entre les Palestiniennes.

Les centres du JCW proposent en outre des cours de formation destinés aux femmes sur des questions telles que le genre, les droits humains et les droits des femmes, la démocratie et la participation politique. Les cours comprennent toujours un volet pratique, par ex. le lancement d'une campagne. Les jeunes femmes actives dans des organisations non gouvernementales à Jérusalem et à Ramallah ont la possibilité de suivre, auprès du JCW, un programme de «leadership» (conduite) afin de discuter des questions politiques et juridiques et d'apprendre à gérer les contacts avec les médias. S'agissant de la préparation des élections locales prévues pour fin 2004, le JCW soutient des candidates potentielles dans leur travail de relations publiques. En outre, le JCW offre un service de conseil juridique et un soutien psychologique aux prisonnières et à leurs proches. **L'obtention du pouvoir d'action** est décrite comme le renforcement du niveau de conscience de la société et des individu-e-s. A travers les savoirs dans le domaine de la politique et de la société qui sont transmis dans les ateliers et les cours de formation, les femmes apprennent à discuter et à convaincre par leurs arguments, ce qui se répercute également au niveau d'une gestion diplomatique des relations avec leur famille. Les programmes permettent aux bénéficiaires du projet de se sentir renforcées, d'apprécier leurs propres capacités et de les faire valoir dans le cadre familial. Elles se sentent par exemple en mesure de soutenir leurs enfants dans leur apprentissage scolaire. Au plan social, elles constatent également qu'elles progressent: le fait de participer à une réunion de village ou de fonder un club de femmes dénote l'émergence d'un nouvel espace d'action au sein de la société et l'acceptation croissante du travail fourni par les femmes.

5.2.3 Palestinian Working Women Society for Development (PWWSD) à Naplouse¹⁰

La PWWSD (Société des travailleuses palestiniennes pour le développement), troisième organisation questionnée dans le cadre de cette étude, entretient depuis 1992 une bibliothèque pour enfants et un centre communautaire pour les femmes et les enfants de Naplouse et des camps de réfugiés des alentours. Lieu d'information et centre communautaire, il s'agit d'un espace qui se veut ouvert et non violent. Les femmes, les enfants et les jeunes (féminins et masculins) y trouvent un conseil spécialisé dans des situations de crise psychique et sociale, une large offre de formation et un programme de loisirs comprenant des activités pédagogiques et ludiques. Le centre entretient une offre très diversifiée: bibliothèque, foyer de jour, permanence téléphonique pour les enfants et les femmes, programme d'intervention de crise, groupes de discussion. En outre, la PWWSD met l'accent sur des ateliers destinés aux jeunes et aux femmes sur des questions telles que les droits des femmes, le droit de la famille, le genre, la violence domestique, les élections, la participation poli-

¹⁰ Cette organisation compte sept dépendances: six en Cisjordanie et une à Gaza. Le centre d'accueil des femmes et des enfants de Naplouse, soutenu par le cfd depuis 1992, constitue un point fort de l'activité de cette organisation. La suite du texte se concentre sur ce centre.

tique, le rôle des femmes au sein de la communauté, etc. Le travail en réseau avec d'autres organisations et institutions locales fonctionne bien. De plus, la PWWSD mène en permanence un travail d'information du public sur les thèmes de l'actualité sociale et politique ainsi qu'un travail de lobby et de sensibilisation de la société palestinienne au sujet des droits des femmes et des enfants.

Dans la conception de cette organisation, **l'obtention du pouvoir d'action** consiste à renforcer la confiance en ses propres capacités et à faire fructifier celles-ci dans le but d'améliorer la situation des femmes au sein de la famille et de la société. L'information sur les droits des femmes, le développement de leurs réseaux relationnels ainsi que l'apprentissage de techniques de discussion et d'argumentation permettent aux femmes d'affermir leur sentiment de leur propre valeur et d'élargir leurs espaces d'action (et leur influence). L'organisation et ses bénéficiaires insistent sur l'importance des ressources financières pour développer leurs espaces d'action. La situation politique et économique contraint les femmes à subvenir (en partie) aux besoins matériels de la famille. Les cours visent à promouvoir et à renforcer les femmes, mais aussi à leur enseigner comment initier et concevoir un projet afin de générer un revenu. Cette démarche vise à procurer aux femmes une indépendance financière qui, dans le meilleur des cas, signifiera l'acceptation de leur nouveau rôle au sein de la famille et peut-être même de la société.

5.2.4 Women's Empowerment Project (WEP)/Gaza Community Health Programm

Le «Women's Empowerment Project WEP» (Projet d'obtention du pouvoir d'action par les femmes) a été créé en 1995 en tant que composante du «Gaza Community Mental Health Programm GCMHP» (Programme de santé mentale communautaire de Gaza). Il entretient quatre centres à Gaza City, Beach Camp, Deir El-Balah et Rafah. Le WEP se donne l'objectif de soutenir, de réhabiliter et de renforcer dans leur conscience les femmes vivant dans des rapports de violence et/ou qui sont touchées par la violence domestique. L'association leur propose des cours en lien avec cette problématique, espérant ainsi habiliter les femmes à s'approprier de nouveaux rôles au sein de la société.

Le WEP propose une combinaison de divers types d'intervention dans plusieurs domaines. Les femmes reçoivent un conseil psychologique et juridique ainsi qu'une éducation à la santé, et ont la possibilité de suivre des programmes de formation professionnelle: travail manuel, artisanat, coiffure, soins de beauté, vidéo, photographie, informatique, Internet et management de microprojets. Du fait de la bonne acceptation sociale de ces projets, ils constituent un point d'entrée pour contacter les femmes et éveiller leur intérêt (Becker et Weyermann 2004: 2). Ils offrent l'occasion d'aborder les questions épineuses ou les tabous que sont la violence domestique, les attaques sexuelles et psychologiques et la santé sexuelle, mais aussi la pauvreté, le suicide, les droits des femmes dans l'islam, le droit de garde des enfants, le divorce, etc. Le WEP représente aussi un lieu où les femmes peuvent se rencontrer hors du cadre de la famille, parler de leurs problèmes et de leurs craintes et développer de nouvelles perspectives. La possibilité qui leur est donnée de se mettre en réseau et d'avoir des échanges sans contrôle par la famille constitue apparemment un élément important pour l'obtention du pouvoir d'action par les femmes.

Pour ce qui est de la communauté, le WEP propose des ateliers et effectue un travail de lobby visant à améliorer la position des femmes dans la société sur le long terme et à renforcer le respect face à l'association.

Pour le WEP, **l'obtention du pouvoir d'action** est «le fait de devenir plus forte ; de renforcer les femmes». Ce renforcement doit être atteint par le biais d'un processus individuel de prise de conscience ainsi que par la modification des rapports sociaux au sein de la société. Ces changements passent par des réformes légales et la création d'un espace dans lequel les femmes se sentent sûres. L'espace en question doit permettre aux femmes de s'exprimer, de se mettre en réseau avec d'autres femmes et de s'approprier des stratégies pour se construire un avenir meilleur. Le centre du WEP leur procure un soutien concret afin d'aborder les problèmes, notamment ceux qui sont liés à la violence. Les bénéficiaires des projets qualifient le centre comme un lieu leur offrant la sécurité et le pouvoir d'action sur le plan individuel: «Quand je suis épuisée et sous pression, je me rends au centre pour me sentir en sécurité. Je parle avec la psychologue et je sens que je suis à ma place. Je demande également à la juriste comment revendiquer mes droits sans en avoir honte» (bénéficiaire de projet WEP in AbdulHadi 2004b: 36).

5.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Il s'agira maintenant de présenter les discriminations spécifiques au contexte qui pénalisent et excluent les femmes, ainsi que les stratégies mises en œuvre pour faire face à cette situation sur la base des organisations et de leur conception des champs thématiques transversaux.

Les quatre projets examinés accordent la même importance à l'**obtention individuelle du pouvoir d'action** et travaillent à promouvoir cette dimension de manière ciblée. Il apparaît clairement que la situation des femmes ne s'améliore que dans les cas où elles acquièrent une autonomie individuelle et se sentent renforcées. L'obtention individuelle du pouvoir d'action présuppose le renforcement de la conscience ainsi que le développement d'une image positive de sa propre personne et de l'estime de soi. La démarche tient compte du fait que la conscience des femmes peut et doit se développer sur la base d'une réflexion active. Toutes les organisations soulignent également l'importance des échanges entre les femmes et des réseaux qui peuvent se construire par ce biais. Selon l'orientation des projets, le processus d'obtention du pouvoir d'action passe par la formation (professionnelle), la sensibilisation politique ou par le fait d'aborder la question des rapports de violence. L'appropriation des savoirs au sens large devient donc une ressource centrale de l'obtention personnelle du pouvoir d'action. On constate aussi que l'orientation des projets leur donne souvent le caractère de *points d'entrée* permettant par la suite d'atteindre les femmes sur d'autres niveaux de l'obtention du pouvoir d'action. Ainsi, la formation des travailleuses de la santé sert aussi à propager des notions concernant le rôle attribué aux femmes au sein de la famille et de la société.

Toutes les organisations partagent l'opinion que l'obtention individuelle du pouvoir d'action exerce une grande influence sur l'obtention collective du pouvoir d'action par certains groupes et sur le **niveau sociétal-structurel**. L'exemple de la School of Community Health montre bien le renforcement au plan de la personne et comment l'obtention individuelle du pouvoir d'action se répercute sur le plan communautaire: les diplômées retournent dans leurs villages où elles deviennent un modèle pour les autres femmes de la communauté, contribuant donc de manière indirecte à sensibiliser la société à la thématique du genre. Les projets du Jerusalem Centre for Women constituent un autre exemple de l'action complémentaire de l'obtention du pouvoir d'action, puisqu'ils visent à habiliter les femmes à soutenir activement leurs amies, leurs voisines ou leurs filles. La perspective à long terme des projets, élément indispensable au changement social, est chaque fois mise en valeur. Mais les associations évoquent également les problèmes qu'elles rencontrent en la matière, étant donné que la politique de financement des bailleurs de fonds internationaux ne permet pas ce genre de perspective sur la durée.

Etonnamment, l'implication des **hommes** apparaît uniquement en marge des objectifs de l'obtention du pouvoir d'action dans la sphère individuelle et sociale. Alors que la PWWSD et le WEP mentionnent explicitement l'intégration directe des hommes et des garçons dans leur travail, les indications concernant la mise en œuvre de cette intégration restent floues et superficielles. La PWWSD travaille d'ores et déjà avec des familles, des groupes d'étudiant-e-s mixtes et même avec des groupes d'hommes. Le WEP effectue des visites à domicile et tente par ce biais d'associer les hommes à sa démarche, car le chômage représente souvent une des causes de la violence domestique. L'implication des hommes devrait, selon moi, constituer un volet central de l'orientation des projets, afin que l'obtention du pouvoir d'action touche véritablement les rapports de pouvoir au sein de la société. Cet élément sera repris au chapitre 11.

La question des ressources financières prend une place prépondérante dans les rapports sur les projets. Lorsque les femmes disposent de **ressources financières** qu'elles génèrent et contrôlent elles-mêmes, elles obtiennent davantage de pouvoir de décision sur leur vie. «Après la formation que je reçois ici, je serai en mesure de travailler dans un salon de beauté ou en tant que photographe dans un studio, ce qui veut donc dire que je gagnerai un salaire» (bénéficiaire de projet WEP in AbdulHadi 2004b: 41). Les femmes se construisent une autonomie par rapport à leur époux et à leur famille et sont donc en mesure de soutenir celle-ci: «Mon mari est satisfait de mon travail, car j'ai commencé à gagner de l'argent, à contribuer à l'entretien de la famille et à faire face aux besoins de mes enfants» (bénéficiaire de projet PWWSD in AbdulHadi 2004b: 40). De plus, le taux élevé du chômage des hommes fait des femmes la principale et souvent la seule source de revenus – ainsi, depuis le début de l'Intifada, le taux d'activité des femmes est passé de 7% à 35% ! Ce constat peut être interprété dans le sens qu'une détresse financière imposée par des facteurs externes présente un effet positif pour les femmes. La précarité de la situation contraint les hommes à reconnaître et même à accepter

le «nouveau» rôle des femmes, ce qui peut induire une évolution de la conception des rôles. Dans les situations de conflit et de crise aiguë, on constate souvent un phénomène de modification profonde des rôles des genres (cf. Meintjes, et al. 2001). Il est important que les associations fassent perdurer ces changements et le pouvoir de décision des femmes au-delà des négociations de paix et de l'après-guerre, empêchant ainsi une «retraditionalisation» du rôle des femmes (telle qu'elle apparaît dans une certaine mesure en Kosovo).

Tous les projets procurent aux bénéficiaires un accès à la **ressource de la formation**. Les associations attirent l'attention des femmes sur l'importance de la formation pour elles-mêmes et pour leurs filles. «Je ne vais pas marier ma fille avant qu'elle finisse sa formation» (bénéficiaire de projet PWWSD in AbdulHadi 2004b: 47). Outre la formation, la mise en réseau et les échanges entre les femmes constituent une composante centrale de l'obtention du pouvoir d'action. L'objectif des projets est de donner aux femmes le moyen de se délivrer de leur isolation sociale, et d'amener la société à les percevoir comme des êtres dotés de droits égaux, ceci par le biais d'une prise de conscience sociale.

Depuis le début de l'Intifada, la mobilité est fortement restreinte pour l'ensemble des Palestinien-ne-s en raison du bouclage des territoires et des blocades imposés par l'armée israélienne. Le rapport se contente de mentionner en marge les conséquences de ces restrictions sur le rôle des femmes. Le besoin urgent d'accroître la mobilité afin que toutes les femmes bénéficient du plein accès à la formation et à la santé me paraît cependant évident. Néanmoins, il semble que la tradition de l'honneur et de la honte, ancrée au niveau local, joue également un rôle non négligeable: les hommes se sentent responsables des femmes et craignent de perdre le contrôle de leurs faits et gestes en cas de mobilité accrue des femmes.

La question de la **violence** est surtout évoquée en ce qui concerne l'occupation et l'impossibilité de mettre en œuvre la légalité. Cependant, on constate aussi que la violence liée aux restrictions traditionnelles est fréquemment mentionnée. L'élément le plus visible est le contrôle des membres féminins de la famille, renforcé du fait de la situation instable en matière de sécurité. «La violence ne peut pas toujours être quantifiée; il peut s'agir de restrictions sociales concernant la communication avec celles/ceux que l'on aime, du non-respect des droits financiers, de la privation des biens nécessaires à la survie du ménage, de contraintes psychologiques liées à la misère dans laquelle mes enfants et moi vivons. Actuellement, mes enfants ne veulent plus sortir de la maison pour ne pas avoir à entendre ce que les gens disent au sujet de la paralysie de leur père. Mon mari me blesse régulièrement par ses paroles. J'aime mieux être battue ou frappée que d'être insultée ou blessée au niveau psychologique. Je suis touchée par la violence verbale de la part de mon mari, mais aussi de la part de mes beaux-parents» (bénéficiaire de projet WEP in AbdulHadi 2004b: 31). Les projets traitant spécifiquement la violence domestique se fixent l'objectif de sensibiliser les femmes à cette question. Ils indiquent aux femmes concernées des pistes pour se libérer des rapports de violence. Le fait de briser le silence constitue une condition primordiale pour ce processus; les projets veillent donc à aborder des sujets tabous. «Par le passé, nous avons conçu la violence uniquement comme le fait de subir des coups et des mauvais traitements physiques. Maintenant que nous en savons plus sur la question, nous comprenons que la violence couvre une série d'aspects, notamment la violence psychologique et le statut d'infériorité que la société réserve aux femmes, qui est en lui-même une composante de la violence psychologique, comme aussi le harcèlement verbal dans les rues. Toute action qui rabaisse les femmes en-dessous des autres membres de la société est une violence, et toute action basée sur la contrainte envers les femmes est une violence» (bénéficiaire de projet JCW in AbdulHadi 2004b: 28). Les activités du WEP montrent bien la manière de traiter les tabous: les projets tentent d'entrer en contact avec les femmes à travers des programmes de formation professionnelle afin de leur offrir, dans un deuxième temps, un conseil psychologique et juridique.

La question de la violence est étroitement liée à celle de la **sécurité**. Lorsque les organisations palestiniennes mentionnent la sécurité, c'est presque toujours dans le contexte de l'occupation israélienne. Les bénéficiaires des projets considèrent les associations comme des lieux leur offrant une sécurité: «un havre de paix qui donne [aux bénéficiaires] un sentiment de sécurité» (AbdulHadi 2004b: 47). Il apparaît clairement que la sécurité des Palestiniennes s'est dégradée suite à la deuxième Intifada. Le manque de sécurité n'est pas uniquement dû aux restrictions de mobilité et à la militarisation, respectivement à la menace quotidienne de la sécurité générale, mais aussi au fait que les femmes sont soumises à un contrôle renforcé au sein de la famille et souffrent de violence domestique. «Mon père ne s'oppose pas au fait que je suive certains ateliers, mais il a peur de ce que pourront penser les voisins ou la société. Il m'a empêchée de suivre un atelier sur le cinéma,

uniquement parce que les gens n'acceptent pas cette idée» (bénéficiaire de projet WEP in AbdulHadi 2004b: 36). (Il convient néanmoins de souligner que le code des mœurs traditionnel évoqué ici constituait déjà une entrave pour le rôle et la liberté des femmes par le passé). Les femmes bénéficient d'un niveau de sécurité très inférieur et d'une liberté réduite par rapport aux hommes. Le fait que les centres des associations soient perçus comme des lieux sûrs joue donc un rôle important pour l'obtention du pouvoir d'action par les bénéficiaires. Il s'agit donc de lieux permettant aux femmes de se mouvoir en toute liberté, de formuler leurs problèmes et d'acquérir des savoirs: «Les bénéficiaires évoquent un sentiment de sécurité grandissant lorsqu'elles connaissent leurs droits et la manière de les revendiquer, et lorsqu'elles savent communiquer et discuter diverses questions avec des hommes et des femmes» (AbdulHadi 2004b: 34).

En ce qui concerne la sécurité, il apparaît pour les projets en Palestine que le **sentiment subjectif de sécurité des collaboratrices** est fortement compromis par des doutes concernant la sécurité de l'emploi et, dans certains cas, par des problèmes liés aux hiérarchies internes. Le rapport indique que les employées des projets ne parviennent pas à développer un sentiment de sécurité parce qu'on ne leur accorde pas de compétences décisionnelles. Cet état de fait entrave ou empêche même l'obtention du pouvoir d'action par les collaboratrices, et limite ainsi leurs espaces d'action. On constate donc l'existence d'une situation paradoxale: les bénéficiaires sont renforcées et sensibilisées dans leur conscience par des collaboratrices qui, de leur côté, sont confrontées à des limites dans leur autonomie décisionnelle et dans leurs compétences. Pour trois des quatre organisations interrogées, les employées questionnées soulignent qu'il faut, dans un premier temps, promouvoir l'obtention du pouvoir d'action par le personnel afin que celui-ci soit en mesure de transmettre le pouvoir d'action aux bénéficiaires. Ce facteur soulève la question des **structures internes à l'organisation**. Outre le fait que les collaboratrices se trouvent privées de compétences décisionnelles, des problèmes apparaissent également dans la fixation des organisations sur des personnes précises et dans la dépendance des employées vis-à-vis des figures dirigeantes. La dépendance des associations envers le **financement externe** représente un autre obstacle majeur à la mise en œuvre des objectifs d'obtention du pouvoir d'action. «Je ressens constamment un sentiment d'insécurité en ce qui concerne mon poste de travail, qui pourrait s'arrêter selon les politiques de financement externes» (collaboratrice PWWS in AbdulHadi 2004b: 46). De surcroît, les conditions définies par les bailleurs de fonds créent parfois des situations paradoxales qui vont à l'encontre des objectifs des organisations: «... Chaque fois que nous réfléchissons à un projet axé sur un objectif spécifique, les bailleurs de fonds interviennent pour en changer l'orientation, ceci à travers les conditions liées au financement» (coordinatrice JCW in AbdulHadi 2004b: 55). Dans la conclusion de ce rapport, je reviendrai de manière approfondie sur ce problème en effectuant une comparaison entre les projets de différentes régions.

En conclusion, la citation suivante condense selon moi les points principaux des effets de l'obtention du pouvoir d'action, qui valent pour l'ensemble des projets présentés ici:

«... Je peux dire que ma personnalité s'est renforcée. Le fait de venir au centre m'a fait connaître d'autres femmes et j'ai pu profiter de leurs expériences. Mes rapports avec mon mari et mes enfants se sont améliorés, et je me sens maintenant en mesure de sortir et de rencontrer d'autres personnes. Avant d'aller au centre, je me sentais comme en prison...» (bénéficiaire WEP in AbdulHadi 2004b: 48).

En dépit d'une image plutôt positive de l'impact des organisations, les collaboratrices des organisations sont conscientes du fait que la plupart des activités mentionnées sont simplement le point de départ d'une évolution vers l'égalité entre femmes et hommes. Il est donc nécessaire, au sein des projets, d'engager de nouvelles démarches concernant les points suivants:

- garantir un accompagnement des bénéficiaires au-delà de la durée des projets;
- associer les hommes aux projets et les sensibiliser aux questions touchant les femmes;
- changer les structures internes aux organisations;
- donner aux projets une perspective à plus long terme et donc aborder le problème des conditions de financement des bailleurs de fonds externes.

6 Israël

6.1 La situation en Israël

Les Palestinien-ne-s et les Bédouin-e-s représentent environ un cinquième des citoyen-ne-s israélien-ne-s. La plupart des Palestinien-ne-s vivent dans le Nord, en Galilée, tandis que les Bédouin-e-s sont surtout localisé-e-s au Sud (Negev). Bien que ces groupes de population possèdent la citoyenneté israélienne, ils souffrent encore aujourd'hui de **discriminations** massives de la part du gouvernement israélien du fait de leur origine. En raison de la saisie de leurs terres et de la politique de réimplantation forcée, ces populations ont perdu leur mode de vie traditionnel. Ainsi, les Bédouin-e-s ont été sédentarisé-e-s de force. Les femmes bédouines ont perdu leur position, importante par le passé, au sein de **l'économie de subsistance** et donc aussi leur pouvoir de décision dans la famille et la communauté. Les habitant-e-s des villages bédouins du Negev non reconnus par l'Etat – villages qui abritent environ la moitié de la population bédouine comptant 120'000 personnes – n'ont **aucun accès à l'infrastructure et aux services de l'Etat** tels que l'électricité, les canalisations, le système de transport, de formation et de santé. Le quotidien des femmes est donc encore plus difficile à gérer. Ces développements présentent un impact massif sur les structures sociales et familiales ainsi que sur la sécurité économique et sociale des êtres humains, et tout particulièrement sur la position des femmes. **La liberté de mouvement** des femmes palestiniennes est fortement restreinte à l'heure actuelle. Elles sont souvent recluses dans leur maison et le taux élevé de chômage les pénalise davantage que les hommes. L'absence d'anciennes sources de revenus provenant de l'agriculture a contraint les femmes à chercher un travail rémunéré hors de la maison. Or, la dégradation de la situation économique et la fermeture de nombreuses usines ont conduit à une montée du chômage, particulièrement parmi les femmes. Celles qui exercent encore une activité rémunérée à l'heure actuelle souffrent du fait que leur paie ne leur est pas versée. Et les femmes qui perçoivent un salaire sont nettement sous-payées. Cette précarité, accompagnée de la menace permanente de l'expulsion et de la destruction des maisons en possession de familles palestiniennes, font croître le sentiment d'insécurité préexistant.

Le rapport fait aussi apparaître, outre les discriminations mentionnées et le sentiment omniprésent d'insécurité, les effets négatifs dont souffrent les femmes du fait des structures patriarcales et des normes conservatrices des sociétés arabo-israéliennes. Les femmes sont victimes de **violence domestique** sous la forme de l'abus sexuel, du mariage précoce et/ou forcé, de la polygamie et du «crime d'honneur». La sous-estimation des capacités des femmes et l'opinion, fortement ancrée au sein de la société, que l'obtention du pouvoir d'action (empowerment) par les femmes est nuisible aux hommes, constituent également des éléments qui dégradent la situation des femmes. En tant que minorités, les deux sociétés font l'objet d'un traitement défavorable par Israël.

On constate donc que les femmes sont soumises à des **discriminations multiples** en tant que femmes et en tant qu'Arabes: elles doivent lutter pour l'accès à la formation, aux revenus et à la participation politique face à l'Etat d'Israël, mais aussi face à leur propre communauté. Il s'agit de défendre la position des femmes et le changement de leur rôle contre les milieux conservateurs, dont l'influence croît massivement depuis le début de la deuxième Intifada.

6.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

6.2.1 Kayan à Haifa

L'organisation de femmes palestinienne Kayan se donne l'objectif d'améliorer les conditions de vie des Palestiniennes en Israël à travers un travail d'information, de formation et de lobby. Elle vise à renforcer la place des femmes dans la société, à garantir les droits des femmes et à lutter pour l'égalité. Pour ce faire, l'organisation analyse les rapports sociaux et la cohésion sociale au sein de la société. Afin d'aiguiser la perception des femmes quant aux discriminations, elle entreprend une démarche participative, proposant à des groupes de femmes des villages de s'adresser à Kayan avec leurs besoins concrets. L'association intervient ensuite en soutenant ces groupes et en les mettant en contact avec d'autres instances. La stratégie de Kayan réside dans la mise en réseau, la création de coopérations, l'ouverture de l'accès à des services centraux ainsi que dans le fait d'encourager les groupes de femmes à poursuivre leurs objectifs en dépit des obstacles. Le domaine

d'activité de l'association s'adapte aux besoins de la population locale et des groupes de filles et de femmes. Outre le fait d'ouvrir des portes, Kayan propose des programmes de formation et de culture destinés aux éco-lières et aux étudiantes, des formations concernant les questions de genre pour les travailleuses sociales ou encore des cours d'alphabétisation. S'agissant de la question des violences, l'association n'offre pas elle-même un service de conseil, mais redirige les femmes concernées vers d'autres bureaux d'accueil reconnus si nécessaire. Dans un proche futur, Kayan veut développer un concept d'obtention du pouvoir d'action au niveau économique. L'association est bien insérée dans un réseau avec d'autres organisations et services en Israël, dans les territoires occupés et à l'étranger, disposant ainsi des informations et savoirs nécessaires pour soutenir de manière efficace les aspirations des groupes de femmes. Depuis sa création en 1998, Kayan est devenue une actrice importante au sein de la société civile palestinienne.

L'obtention du pouvoir d'action est, pour Kayan, le renforcement des femmes et le développement de leur perception des discriminations influençant leurs espaces d'action. L'association part d'une notion large et complémentaire de l'obtention du pouvoir d'action: les volets individuel et sociétal de l'obtention du pouvoir d'action sont étroitement liés – l'un ne peut pas fonctionner sans l'autre. Les activités renforçant la position des femmes et leur position doivent être ancrés dans les domaines politique, social, éducatif et économique. Kayan souligne le fait que le renforcement des femmes n'est possible que si la population locale y est associée, c'est-à-dire si les projets sont basés sur une approche «bottom up» (de la base au sommet). L'objectif est de donner espoir et sécurité aux femmes et de les encourager à croire en leurs capacités: «Je ne suis pas seule. Il y a quelqu'un qui croit en mes aptitudes en tant que femme, ce qui me donne confiance en moi et me renforce non seulement comme employée d'une crèche, mais encore comme quelqu'un qui est capable de travailler, de produire et de décider» (bénéficiaire de projet Kayan in AbdulHadi 2004a: 18). Il est indispensable que les femmes contrôlent elles-mêmes leurs ressources, se mettent en réseau et s'organisent afin que les structures sociales évoluent sur le long terme vers une amélioration de la situation des femmes. Le projet des «mamans de jour» soutenu par Kayan a valeur de modèle pour la région (voir les informations plus précises données ci-dessous).

6.2.2 Sidreh dans le Negev

Contrairement à Kayan, l'association Sidreh se concentre en premier lieu sur les stratégies de formation (professionnelle) et la promotion des revenus dans le but d'élargir les espaces d'action des Bédouines. Sidreh propose des cours de perfectionnement pour les enseignantes de langue ou d'alphabétisation et organise, pour les femmes plus âgées, des cours d'alphabétisation en arabe et en hébreux. La sensibilisation des jeunes femmes aux questions de genre et leur formation en tant que multiplicatrices jouent un rôle central pour leurs activités au sein des communautés. Les préoccupations et les objectifs de Sidreh comprennent également le soutien de jeunes femmes pour leur permettre d'effectuer des études post-obligatoires. Etant donné la déficience, voire l'absence de système de transport dans les villages bédouins éparpillés dans le Negev, l'association encourage les femmes à passer leur permis de conduire, en vue de leur procurer la mobilité nécessaire à l'obtention du pouvoir d'action. Par un travail d'éducation sexuelle et l'information sur les dangers liés à la violence envers les filles et les femmes, Sidreh espère améliorer la vie des femmes et de leurs familles.

Le projet le plus important de Sidreh est un projet de tissage qui réactive et contribue à conserver le patrimoine culturel des Bédouines. La vente des produits de tissage permet aux femmes d'obtenir une autonomie financière. Mais le projet ne stimule pas seulement les capacités manuelles des employées, puisqu'il renforce et développe également les aptitudes en matière de production et de marketing ainsi que les connaissances d'anglais et d'informatique des responsables de projet.

L'obtention du pouvoir d'action signifie, pour Sidreh, le renforcement des capacités des femmes. La formation permet aux femmes d'apprendre à aborder les obstacles, de rechercher des solutions et, dans le meilleur des cas, de surmonter les entraves. Le contrôle autonome des ressources financières habilite les femmes à conquérir leur indépendance et à prendre des décisions par elles-mêmes. Elles se trouvent en outre renforcées par la prise de conscience du rôle central et décisif qu'elles sont appelées à jouer dans la famille. Pour Sidreh, l'obtention individuelle du pouvoir d'action est aussi étroitement liée aux structures familiales, sociétales et politiques. C'est pourquoi il s'agit également de faire évoluer la position des femmes au sein de ces structu-

res. Sidreh espère exercer une influence sur la communauté grâce au concept des multiplicatrices. Le projet de tissage stimule lui aussi l'obtention du pouvoir d'action au niveau communal: les interventions publiques des femmes et les expositions de tissage font avancer la prise de conscience au sein de la communauté.

6.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Il s'agira ici de présenter les discriminations spécifiques au contexte qui pénalisent et excluent les femmes, ainsi que les stratégies mises en œuvre pour faire face à cette situation sur la base des organisations et de leur vision des champs thématiques transversaux

Les deux organisations se donnent l'objectif principal de renforcer la **conscience** des femmes afin de développer leurs espaces d'action et leur position dans la société.

Les associations conçoivent **l'obtention du pouvoir d'action** comme un processus se déroulant sur plusieurs niveaux complémentaires, destiné à contribuer à l'amélioration de la position des femmes au sein de la société. L'obtention du pouvoir d'action aux niveaux individuel, collectif et sociétal-structurel constitue la précondition à une évolution positive des rapports sociaux de sexe. Il apparaît cependant que les associations choisissent des démarches différentes: Kayan se focalise plutôt sur **l'obtention du pouvoir d'action sur le plan collectif et sociétal-structurel**, comme le montre l'exemple suivant. Un groupe de mamans de jour s'est adressé à cette association car son travail n'était pas rémunéré par la commune, ou alors de façon partielle et retardée. Une étude réalisée par Kayan a mis en évidence le fait que ce problème était très fréquent dans la région. Les moyens prévus pour la rémunération des mamans de jour étaient bien versés aux autorités locales arabes par le ministère des affaires sociales, mais disparaissaient ensuite, notamment en raison des difficultés financières des communes et de la corruption. L'association a mené un travail d'information du public (information des médias, mise en réseau et sensibilisation des services concernés), faisant de cette question un enjeu politique largement discuté. Un membre arabe de la Knesset a ensuite déposé un projet d'amendement de loi demandant que la contribution du ministère israélien des affaires sociales aux communes arabes ne fasse plus partie de l'enveloppe budgétaire globale, mais constitue un poste budgétaire à part. L'amendement a malheureusement été refusé, la Knesset ne voulant pas créer de précédent. Néanmoins, la forte publicité faite aux mamans de jour a amené les autorités à changer leur pratique dans le sens que les femmes concernées sont aujourd'hui directement rémunérées par le ministère des affaires sociales. Depuis, ce projet est devenu un modèle en la matière.

Par contre, Sidreh se concentre davantage sur **l'obtention individuelle et collective du pouvoir d'action** par les femmes. Le projet de tissage procure une indépendance financière aux femmes et leur permet d'apprendre à contrôler elles-mêmes leurs finances. Leur estime de soi s'en trouve renforcée. De plus, les femmes sont ainsi en mesure d'apporter une contribution financière importante à leur famille et de trouver un soutien par le travail et la mise en réseau avec d'autres femmes, échappant ainsi à l'isolement social. «Elles se sont construit une nouvelle image d'elles-mêmes à travers le projet. (...) Auparavant, elles avaient peur de leurs maris et de sortir de la maison, mais maintenant ces peurs ont disparu» (collaboratrice de Sidreh in AbdulHadi 2004a: 20). On peut en déduire que les femmes ont acquis davantage de pouvoir de décision au sein de la famille du fait de leur indépendance financière, et qu'elles disposent également de possibilités décisionnelles accrues quant à leur rôle dans la famille.

Les deux organisations mettent en œuvre des **programmes de formation** ciblés en vue de la modification des positions sociales des femmes et du renforcement de leur sentiment de leur propre valeur. Les cours d'arabes et d'hébreux organisés par Sidreh en constituent un exemple. Ces cours permettent aux femmes d'aller par elles-mêmes consulter un médecin, de se rendre à la poste ou à la banque. «Quand elles ont appris à lire et à écrire, les femmes sont autonomes ; elles ne sont plus totalement dépendantes de leur fils ou de leur mari pour les amener à la clinique, pour leur lire des documents ou leur expliquer les actualités. Les femmes sont également devenues des mères qui sont en mesure d'aider leurs enfants dans leurs études et leur travail. Les femmes âgées ont appris à lire le Coran, question extrêmement importante au sein de la société de cette région marquée par la religion ; et l'obtention du pouvoir financier a procuré aux femmes une indépendance décisionnelle, par exemple en matière de pèlerinage, sans qu'elles soient dépendantes des moyens financiers d'un fils ou d'un mari» (AbdulHadi 2004a: 27). Par la transmission de savoir, les associations espèrent sensibiliser et encourager les femmes à remettre leur rôle en question de manière active, et peut-être à briser les

structures patriarcales de la société. L'expérience de Mariam (AbdulHadi 2004a: 27) met en évidence les impacts potentiels de la formation individuelle sur la famille et la société: «Mariam est une jeune fille de Lakeyyeh qui a effectué sa scolarité dans le cadre d'un programme d'alphabétisation des adultes avec sa famille. Elle a ensuite créé un groupe en étant payée par l'association. Ses parents ont bientôt accepté qu'elle poursuive sa formation et elle s'est inscrite au collège de Bir El Sabe. Aujourd'hui, elle est enseignante à Lakeyyeh, et environ 10 jeunes filles ont suivi une formation après elle. La peur face à l'éducation a commencé à s'effacer».

La promotion de la **mise en réseau** et des échanges entre les femmes représente également un élément très important pour l'estime de soi. Les événements sociaux tels que les rencontres, l'échange d'expériences et les fêtes d'anniversaire servent à consolider les liens et à renforcer la cohésion au sein des groupes de femmes: «Nous nous entraisons, nous soutenons les nouvelles venues et leur transmettons notre savoir, et nous organisons des déplacements en groupe» (collaboratrice de Sidreh in AbdulHadi 2004a: 32). Cette mise en réseau et l'existence des associations semblent avoir un impact positif sur le **sentiment de sécurité** de femmes: «Nous savons que Kayan est notre soutien et notre refuge, que l'association travaille pour nous et se préoccupe de nos besoins, ce qui nous donne espoir, confiance et sécurité. Auparavant, nous étions comme perdues en haute mer, sans espoir, mais Kayan nous a sauvées» (bénéficiaire de projet Kayan in AbdulHadi 2004a: 12). Le sentiment de sécurité est en permanence compromis du fait de la politique discriminatoire israélienne et de la précarité de la situation économique. C'est pourquoi il est important que les femmes puissent s'adresser aux organisations afin de trouver un soutien, mais aussi qu'elles s'entraident réciproquement et qu'elles tentent de créer un sentiment de sécurité à l'échelle individuelle. Le soutien du groupe aide les femmes à parler des **expériences de violence**. La violence existe dans tous les domaines de la société, mais la violence domestique entraîne des conséquences particulièrement négatives pour les femmes: «Outre la maltraitance physique, la violence comprend le fait d'exclure les femmes de la formation, de ne pas prendre leur opinion au sérieux (ou de se moquer de leur opinion), de les empêcher de sortir de la maison ou d'aller travailler, de ne pas avoir confiance en leurs capacités ou de ne pas croire en leurs actions, de les forcer à se marier, de leur imposer la polygamie, de les exclure avec leurs enfants du soutien financier, notamment dans le cas de la polygamie» (AbdulHadi 2004a: 22). Les bénéficiaires de projet de Kayan mentionnent le fait que les femmes ont peur de parler de la violence, mais surtout qu'elles pensent mériter un tel traitement. Cette supposition imposée par la société et intériorisée par les femmes peut être déconstruite à travers un échange mutuel et le soutien des associations. Par son programme «No to violence» (Non à la violence), Sidreh tente d'atteindre également les **hommes** afin de créer un débat public autour de la question de la violence. L'association est consciente du fait qu'outre l'intégration des hommes, les projets doivent également tenir compte des configurations locales (traditions culturelles spécifiques, contraintes imposées par la politique israélienne notamment) afin de faire évoluer de manière efficace et durable la situation des femmes: «Il s'agit également d'interroger les modes de vie des personnes en question ; on conseille aux filles de ne pas fuir la maison, les refuges ne sont pas considérés comme une option ; au lieu de cela, le rôle du cheikh est reconstruit selon les objectifs du féminisme ; certaines familles ou certains cheikh constituent par exemple une alternative aux foyers d'accueil. Les traditions sont aussi prises en considération par le fait qu'elles suggèrent des horaires de travail appropriés aux femmes, en coopération avec des conseils locaux et l'assistante sociale» (AbdulHadi 2004a: 22).

La **liberté de mouvement** et donc le libre accès au système de transport constitue un autre point central pour l'obtention du pouvoir d'action par les femmes. Selon Kayan il est indispensable de construire une infrastructure de transport efficace et sûre afin que les femmes soient en mesure de se rendre chez le médecin ou à la poste en cas de besoin. Ainsi, les femmes acquièrent la mobilité et gagnent en autonomie et sécurité. De plus, la mise en place d'un tel réseau de transport signifie pour toute la communauté un gain de mobilité et de sécurité.

Le rapport ne mentionne pratiquement aucune difficulté à laquelle seraient confrontés les projets. Néanmoins, on peut supposer que les lacunes en matière de ressources financières constituent un problème pour les organisations. Ainsi, Kayan s'est vue dans l'obligation de cesser le soutien d'un groupe en raison de difficul-

tés financières. Le rapport n'indique cependant pas si cette situation était due à l'impossibilité de trouver un financement, ou alors à la politique de financement des bailleurs de fonds axée plutôt sur le court terme. Pour les associations israéliennes et leurs objectifs de changement de la société, il est également indispensable de mettre en place une politique de financement à long terme. Les deux organisations sont conscientes du fait que l'évolution sociale n'est possible que sur la base de la patience et d'un travail orienté vers la durée. Elles abordent leurs tâches de façon réaliste et ne promettent pas de solutions faciles à leurs bénéficiaires, mais les encouragent à s'approcher progressivement de leur objectif sans perdre l'espoir.

7 Bosnie-Herzégovine

Le travail de recherche réalisé par Martina Belić et Suzana Kunac sur la région des Balkans (Bosnie-Herzégovine et Kosovo-a) est le plus fourni parmi les rapports des pays. Outre la conduite de leurs propres analyses, les auteures ont présenté les différentes perspectives des personnes ayant participé à ce travail sous forme de tableau, ce qui donne une vision très détaillée des particularités régionales. Le cadre du présent rapport final étant limité, j'ai dû renoncer à restituer la précision de leur recherche. Pour des indications plus fines, voir le texte et les tableaux en question. J'espère néanmoins rendre justice aux résultats établis par les deux chercheuses dans le résumé présenté ici¹¹.

7.1 La situation en Bosnie-Herzégovine

De nombreux problèmes liés à l'après-guerre demeurent sans solution en Bosnie-Herzégovine, dix ans après la signature de l'accord de paix de Dayton. De fait, le pays reste divisé en deux entités distinctes: la «Republika Srpska (RS)», habitée et dominée majoritairement par des Serbes, et la Fédération de Bosnie et Herzégovine (FBiH), constituée de secteurs croates et bosniaques. L'Etat et le quotidien politique sont contrôlés et régis par des Hauts Représentants de la communauté internationale.

Le **processus de retour** des réfugié-e-s et des personnes intérieurement déplacées (PID) à leur lieu d'origine représente depuis des années la question la plus importante dans la région. Les obstacles de nature administrative et l'absence de volonté politique de la part de la RS et d'autres régions connaissant un groupe de population majoritaire en leur sein, s'ajoutant à l'exclusion sociale de la population désireuse de rentrer, empêchent le retour des personnes déplacées dans leur lieu d'origine. Les personnes intérieurement déplacées vivent à leur domicile «provisoire» dans des conditions les plus précaires et sans garanties sociales. Ce problème apparaît notamment au niveau du **système social et de santé** en construction: malgré les accords conclus, les assurances de la RS et de la FBiH ne coopèrent pas entre elles. Par conséquent, de nombreuses personnes intérieurement déplacées vivent dans une entité alors qu'elles sont enregistrées dans l'autre, où elles ont droit à des soutiens. L'absence de coopération entre les entités entrave ou interdit même l'accès des personnes concernées au système de santé et au soutien social tel quel les rentes de vieillesse ou d'invalidité. Le **taux de chômage** comporte jusqu'à 80% selon les régions en Bosnie-Herzégovine. Nombre de femmes assument seules la charge de leurs enfants, mais n'ont pratiquement aucune chance sur le marché du travail. La montée du chômage les touche donc particulièrement. La part des femmes au sein de la population active est de 34%, ce qui constitue le pourcentage le plus bas de l'ensemble de l'Europe du sud-est.

La guerre à dominante ethnique a eu des conséquences brutales sur la **structure démographique** des villes et des villages et sur les **tissus relationnels** interethniques. Les relations de voisinage et de parenté fondées sur l'échange et l'aide mutuelle, qui étaient d'une importance primordiale avant la guerre, surtout pour le quotidien des femmes, ont ainsi été détruites. La construction de réseaux sociaux implique un processus de réconciliation de longue haleine qui revêt une grande signification en vue d'une stabilisation durable de la Bosnie. **L'égalité entre les sexes** est devenue un thème de premier plan ces dernières années. Grâce aux quotas instaurés, les femmes sont représentées dans les domaines législatifs. Pourtant, elle n'ont pratiquement pas accès aux instances décisionnelles. Au niveau du secteur de formation, il apparaît également que les choix professionnels des jeunes femmes les excluent encore majoritairement des professions lucratives, tradition-

¹¹ Cette remarque est également valable pour le chapitre suivant sur Kosovo/a, à partir de la page 28.

nellement masculines, et ce malgré l'accès des femmes aux universités. Les structures patriarcales restent fortement ancrées dans la société, même si la thématique de l'égalité est devenue un sujet de discussion. «Nos femmes sont élevées dans une société patriarcale, elles ont honte d'admettre qu'elles ont un problème, elles ont peur que leur communauté ne les comprenne pas» (responsable Zena BiH in Belić et Kunac 2004: 37). Le code de la moralité basé sur «l'honneur et la honte»¹² et le contrôle social qui y est lié semblent constituer un obstacle à l'obtention du pouvoir d'action (empowerment) par les femmes.

Les innombrables organisations non gouvernementales (ONG) de femmes qui se sont formées après la guerre traitent, selon leurs points forts et leurs intérêts, tous les domaines centraux de la société civile. La problématique la plus lourde concernant le travail de ces ONG est actuellement la **dépendance face aux bailleurs de fonds étrangers**. L'existence de nombre d'ONG est menacée par le retrait, lent mais continu, de la communauté internationale. Il s'établit un rapport de concurrence entre les ONG en matière de soutien financier.

7.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

7.2.1 Krajiska Suza à Sanski Most

L'organisation Krajiska Suza a déjà été fondée pendant la guerre en tant que groupe d'entraide psychosociale pour des femmes vivant seules. A l'origine, l'objectif était d'aider les femmes à surmonter les crises aiguës et les expériences traumatisantes de la guerre à travers un soutien mutuel, un travail de conseil psychologique et des examens médicaux. Etant donné que, pendant la guerre, la plupart des habitant-e-s ont dû quitter leur lieu d'origine situé en RS et vivent depuis en tant que personnes intérieurement déplacées en FBiH, elles/ils se sont établi-e-s dans la petite ville de Sanski Most afin de rester à proximité de leur commune d'origine. Elles/ils espéraient ainsi pouvoir mieux préparer leur retour.

Krajiska Suza propose une formation en soins aux personnes âgées à de jeunes femmes ayant perdu leurs proches pendant la guerre, indépendamment de leur origine et de leur appartenance religieuse et ethnique. Après leur formation, ces femmes qui élèvent seules leurs enfants, et ne disposent que de leurs propres revenus, rendent visite à des voisin-e-s isolé-e-s et les soutiennent dans leur vie de tous les jours. Ce projet développe une action double: d'une part, il permet aux personnes âgées de retrouver une insertion dans le tissu social qui compte tant en Bosnie ; et d'autre part, il procure un revenu aux jeunes femmes et assure ainsi leur indépendance financière. L'objectif primaire de l'organisation est d'améliorer la qualité de vie des femmes et des personnes âgées à travers la promotion de la santé et la couverture des besoins d'ordre social, psychique et matériel.

Au centre d'accueil de Krajiska Suza, les femmes – jeunes et moins jeunes – ont la possibilité de se rencontrer, d'avoir des échanges et de bénéficier de soins médicaux selon les besoins. Par un travail soutenu d'information du public, Krajiska Suza tente de sensibiliser les autorités locales aux problèmes des personnes intérieurement déplacées et des femmes vivant seules ainsi qu'à l'importance d'impliquer les personnes âgées (et les autres groupes marginalisés) à la vie de la communauté.

L'obtention du pouvoir d'action signifie, pour cette organisation et ses membres, le respect des droits des femmes et la solidarité entre les femmes. Les femmes doivent être associées à la vie politique et publique. Les changements au plan sociétal-structurel sont essentiels pour créer la possibilité de l'obtention individuelle du pouvoir d'action et pour déconstruire les rôles traditionnels des femmes. La formation et la reconnaissance des capacités des femmes leur donnent le courage d'affirmer leur propre valeur. La formation, la santé et le travail rémunéré représentent des aspects fondamentaux, qui doivent être garantis afin que les femmes puissent décider de leur propre vie et faire face à leurs besoins matériels.

7.2.2 Zena BiH à Mostar

Mostar est encore aujourd'hui une ville divisée en deux parties par une frontière ethnique. La situation politique reste irrésolue, la relance économique s'essouffle, faisant grimper le chômage. La situation désastreuse de l'après-guerre fait croire la pauvreté et les perspectives d'avenir sont déplorables, en particulier pour les

¹² Voir à ce sujet le chapitre sur la situation en Palestine, p. 13-14 de ce rapport.

jeunes. Par conséquent, on observe un exode croissant des jeunes ainsi que l'abandon de nombreuses personnes âgées qui ne disposent pas de l'insertion nécessaire dans un réseau social.

Comme Krajiska Suza, l'organisation Zena BiH a commencé son travail sous la forme d'un groupe d'entraide visant à soutenir les femmes dans des situations d'urgence. Au vu de la demande grandissante, Zena BiH est ensuite rapidement devenue une association institutionnalisée offrant toute une palette de services: permanence téléphonique et foyer d'accueil pour les femmes et les enfants victimes de violences, service de conseil juridique, soutien/stimulation du processus de réconciliation, activités génératrices de revenus, soutien de personnes âgées et travail de mise en réseau au niveau de la ville et du pays, etc. L'organisation se fixe l'objectif de fond d'obtenir l'indépendance financière des femmes, d'encourager leur sentiment de leur propre valeur et de les intégrer à tous les domaines du quotidien en Bosnie. Les programmes de Zena BiH s'adressent également à toutes les femmes, indépendamment de leur nationalité et de leur statut social et économique.

L'obtention du pouvoir d'action signifie, pour Zena BiH, l'indépendance économique et l'égalité des sexes ainsi que le soutien des femmes par la famille, sur le lieu de travail et au sein de la société en général. La solidarité entre les femmes et l'information des femmes quant à leurs droits sont également mentionnées comme faisant partie intégrante de l'obtention du pouvoir d'action. Sur le plan personnel, l'obtention du pouvoir d'action est définie comme suit: «La femme fait ce qu'elle veut sans se soucier de l'opinion publique, la femme est libre de vivre comme bon lui semble, en accord avec ses besoins et ses souhaits dans le contexte de ses capacités, et elle dispose du pouvoir d'action lorsqu'elle n'est pas confrontée à des conséquences néfastes liées à sa manière de vivre, et lorsqu'elle est en mesure d'assumer la responsabilité pour sa vie sans souffrir d'aucun désavantage» (responsable de Zena BiH in Belić et Kunac 2004: 40).

7.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Cette section est consacrée à la discussion, sur la base des champs thématiques transversaux, des discriminations conduisant à l'exclusion des femmes. En outre, il s'agira d'étudier les stratégies des projets face aux obstacles, mais aussi les effets et les faiblesses des organisations en question. Les deux ONG considérées présentent des différences, mais également des similitudes sur des points centraux.

A Mostar comme à Sanski Most, l'accès des femmes aux **ressources** les plus importantes est restreint à tous les niveaux: l'accès au système de santé, au logement, à la sécurité sociale ainsi qu'à la formation (professionnelle), à l'emploi et aux revenus. Les deux organisations procurent des revenus aux femmes par le biais de programmes de formation et d'insertion dans le monde du travail, leur ouvrant ainsi la perspective d'une vie autonome. L'indépendance économique et l'appropriation de savoirs sont conçues comme des moments clés de **l'obtention individuelle du pouvoir d'action**. Le projet stimule chez les bénéficiaires le sentiment de leur propre valeur, les rendant autonomes et donc moins dépendantes des restrictions sociétales et familiales. Les deux organisations soulignent l'importance de la mise en réseau des femmes en vue de la reconstruction du tissu social et des relations d'échange et de soutien. Le programme de prise en charge des personnes âgées de Krajiska Suza montre particulièrement bien les objectifs des organisations dans ce domaine. C'est en premier lieu par un travail d'information concernant la violence familiale et la traite des êtres humains que Zena BiH aborde la question de **l'obtention collective du pouvoir d'action**. Les programmes de sensibilisation et les campagnes centrées sur la prise de conscience sociale visent à modifier la position des femmes au sein de la société et de la famille sur le long terme. Le cas de Zena BiH démontre l'importance de la mise en réseau avec d'autres organisations et institutions pour la mise en œuvre de cet objectif. La nécessité qui s'impose à chaque femme – c'est-à-dire la (re)construction du tissu social détruit – constitue également un impératif pour l'organisation elle-même. La mise en réseau et la ténacité de cette association a notamment amené la police à réagir et à intervenir immédiatement en cas de violence domestique. Par contre, l'organisation Krajiska Suza se focalise moins sur le niveau collectif. Cette orientation pourrait être due à l'absence d'insertion de l'organisation dans le contexte local, mais aussi au fait que les collaboratrices et les bénéficiaires, en tant que personnes intérieurement déplacées, attendent toujours leur retour et voient donc leur avenir dans leur région d'origine.

Les deux organisations se basent sur une **conception élargie de la violence** s'exprimant à différents niveaux. Sur le *plan personnel*, sont évoqués les rapports liés aux structures patriarcales de la société: «Les femmes n'ont pas le choix. Si vous voulez divorcer et que les enfants restent auprès de leur père, il y a peu de chan-

ces que vous puissiez voir vos enfants» (collaboratrice de Krajiska Suza in Belić et Kunac 2004: 23). Mais la violence se manifeste également d'une façon très directe: «La violence, c'est quand votre mari se sent plus fort que vous et est en mesure de vous maltraiter au niveau physique ou psychologique» (responsable de Zena BiH in Belić et Kunac 2004: 37). Sur le *plan structurel*, le fait que les femmes n'aient pas accès aux ressources, donc leur exclusion de domaines centraux de la vie, se répercute de manière négative sur la situation des femmes: «La femme ne sort pratiquement pas du cycle de la violence, parce qu'elle ne sait pas à qui s'adresser et où demander de l'aide. Elle n'a pas de formation et l'argent est le principal motif des femmes victimes de violence lorsqu'elles retournent auprès d'un mari violent» (responsable de Zena BiH in Belić et Kunac 2004: 37). A travers la formation et la promotion de l'indépendance financière des femmes, les deux associations sont en mesure d'enrayer ce cercle vicieux. Mais les rapports de violence sont également le fruit du contrôle social au sein de la société ainsi que du chômage des hommes. Comme en Palestine, la situation en Bosnie met en relief les conséquences restrictives du code de moralité basé sur l'honneur et la honte ainsi que la nécessité d'intégrer les hommes au travail de projet.

Comme pour la violence, les deux organisations questionnées partent également d'une conception élargie en matière de **sécurité**. L'élément déterminant du sentiment de sécurité est l'obtention de l'indépendance financière, accompagnée de la garantie de l'accès aux systèmes de l'Etat social. Au plan personnel, l'obtention de la sécurité passe par la formule suivante: «avoir un plan de vie, croire en moi-même, bénéficier d'un soutien» (Belić et Kunac 2004: 37: 38), mais aussi par la clarification de la question du logement¹³. Dans un cas cité, il est fait mention du problème de l'appartenance ethnique en matière de sécurité, notamment pour les enfants: «Les enfants commenceront l'école à l'automne. Nous devons déménager chez nos parents en RS, car nous ne sommes plus en mesure de payer un loyer. Mes enfants seront les seuls Bosniaques de leur école. (...) Je ne veux pas que mes enfants soient humiliés du fait de leur origine ethnique» (bénéficiaire de projet de Krajiska Suza in Belić et Kunac 2004: 23).

A l'interne des organisations, on observe certaines difficultés susceptibles de créer une perte de pouvoir d'action (dis-empowerment) chez toutes les personnes impliquées, surtout au sein de Krajiska Suza. On constate l'existence de hiérarchies internes qui perturbent le rapport de confiance entre les bénéficiaires du projet et les responsables. Les bénéficiaires pensent que leur travail de prise en charge des personnes âgées n'est pas intégralement accepté et reconnu par les responsables. Elles se sentent sous-payées et la manière dont elles sont traitées ne leur semble pas vraiment équitable. Cette situation a conduit à une perte de confiance vis-à-vis des responsables de Krajiska Suza.

Zena BiH présente également un problème spécifique provoquant une **perte de pouvoir d'action** (dis-empowerment) de l'organisation. Nombre de femmes formées par l'association quittent celle-ci à la première occasion, car elles trouvent ailleurs des emplois mieux rémunérés. Cette perte de personnel formé affaiblit l'organisation, mais produit éventuellement un effet de «spill over» (propagation) des acquis du projet à d'autres organisations. Cependant, il est certain que Zena BiH offre aux femmes la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle et d'accroître leurs savoirs. Il convient de saluer le fait que les employées de Krajiska Suza et de Zena BiH bénéficient des aides sociales obligatoires telles que l'assurance maladie et l'assurance sociale. Cet aspect constitue un point primordial assurant la crédibilité de l'organisation face aux employées et à la collectivité.

Les deux organisations connaissent une **forte dépendance financière** par rapport aux bailleurs de fonds internationaux, ce qui influe sur la possibilité d'atteindre leurs objectifs. La politique de financement et les conditions fixées par les organisations étrangères ne correspondent souvent pas aux besoins réels des associations sur le terrain et empêchent une planification à long terme des projets. Comme il a été évoqué ci-dessus, la mise en réseau avec d'autres organisations et institutions de la Bosnie actuelle revêt une importance décisive pour l'obtention du pouvoir d'action. Or, la dépendance financière vis-à-vis du capital étranger ainsi que le retrait progressif de la communauté internationale et de ses fonds de soutien met le travail en réseau et la coopération à rude épreuve. Les ONG sont souvent mises en concurrence pour l'obtention de fonds de soutien, ce qui empêche ou détruit même la coopération dans des domaines centraux.

¹³ Cet aspect vaut en premier lieu pour les personnes intérieurement déplacées.

Une collaboratrice de Zena BiH résume en une formule les points qui me semblent les plus importants pour l'obtention du pouvoir d'action par les femmes en Bosnie: «A partir du moment où j'ai commencé à travailler et à être payée pour mon travail, ce qui m'a permis de gagner ma vie, de manger – j'ai senti que ma vie avait changé à 100%. Je suis sûre de pouvoir survivre, j'ai le soutien d'autres femmes qui s'entraident, nous avons bien davantage confiance en nous-mêmes du fait de notre formation et des ateliers que nous avons suivis, nous avons surmonté nos traumatismes de guerre et nous avons beaucoup appris. Même si nous arrêtons un jour de travailler pour Zena BiH – le savoir que nous avons accumulé nous sera utile pour un autre travail, et les femmes d'ici seront toujours des amies et des collègues» (Belić 2004: 44).

Le développement futur des projets comprend les points suivants:

- introduire une supervision pour les collaboratrices et une promotion active des employées, afin que le personnel bénéficiant d'une bonne formation ne quitte pas l'organisation pour aller travailler dans d'autres associations;
- améliorer les structures organisationnelles internes, contribuer à l'élimination des hiérarchies et promouvoir la confiance
- accroître la reconnaissance du travail des bénéficiaires des projets;
- rechercher la mise en réseau et la coopération et tirer profit des synergies au lieu de lutter contre d'autres ONG > prendre conscience des rapports de concurrence et les déconstruire;
- mettre en relief les questions liées aux femmes, au genre et à la situation des groupes marginalisés en politique: développer le travail de lobby et traiter davantage le niveau structurel-sociétal;
- trouver des issues à la problématique des rapports de dépendance financière.

8 Kosovo-a

8.1 La situation en Kosovo-a

Le **statut politique incertain** de cette ancienne province yougoslave est le fruit des tensions interethniques qu'elle connaît depuis des années et de la guerre de la fin des années 1990. La majorité albanaise aspire à l'indépendance, tandis que la minorité serbe espère que la région sera intégrée dans la formation étatique de Serbie-Monténégro. La région de Kosovo-a est l'une des plus peuplées de l'Europe du sud-est, la majorité de la population vit en milieu rural. L'islam est la religion la plus répandue, même si elle se présente sous une forme sécularisée.

A l'heure actuelle, la région est intégralement régie au plan politique par la **communauté internationale**. Celle-ci intervient à quatre niveaux: soutien humanitaire, administration civile, démocratisation et construction d'institutions, visant également à promouvoir la reconstruction et le développement économique. Les autorités politiques régionales et la police locale coopèrent étroitement avec les institutions internationales UNMIK et KFOR.

Le **taux de chômage** va jusqu'à 57%, le **taux d'analphabétisme** se monte à 6.1% et la mortalité infantile touche 35 naissances sur 1000. Le moitié de la population est âgée de 16 à 24 ans, et c'est cette moitié-là qui est frappée par un taux de chômage de plus de 70% ! Le chômage des femmes est également très élevé. Les besoins fondamentaux de la plupart des êtres humains ne sont couverts ni par un système social «étatique» en ruine, ni par les fonds de soutien des organisations internationales: les familles comptant plus de 5 enfants obtiennent 60 euros, les personnes nécessitant des soins particuliers ne reçoivent que 35 euros par mois.

Le **statut des femmes** au sein de la société en Kosovo-a, fortement marquée par le patriarcat, est complexe et ne peut pas être étudié de manière approfondie dans le cadre de ce texte¹⁴. Les structures patriarcales et les normes conservatrices déterminent la vie sociale des femmes et les rapports sociaux de sexe, imposant la

¹⁴ La littérature traitant de la position sociale des femmes albanaises soulignait surtout leur statut subordonné et dénué de droits (Whitaker 1981). La discussion sur les femmes albanaises en tant qu'actrices politiques, disposant de ressources spécifiques et usant de stratégies consciemment choisies dans le but d'atteindre un objectif, est un phénomène récent (Shryock 1998).

ségrégation des sexes (séparation des domaines de travail et de vie des femmes et des hommes) et la séclusion (limitation de la mobilité des femmes à l'espace de la maison). Un aspect social fondamental réside dans la famille élargie (parfois appelée *zadruga*). Les parents, les beaux-parents, mais aussi les frères et sœurs et leur famille se partagent un ménage. Après le mariage, les jeunes femmes s'établissent chez la famille du mari (patrilocalité), perdant ainsi l'important réseau social que constitue leur parenté de sang et de lait. Pour les jeunes femmes, le fait de s'établir chez la famille du mari donne souvent lieu à des tensions et à des conflits (violents) avec la belle-mère. Les jeunes femmes sont contrôlées dans leur comportement et dans leurs actes et sont mises à l'épreuve dans leur rôle de femme, notamment en ce qui concerne les travaux domestiques et l'accueil d'invités (Bringa 1995). Les belles-mères tentent par tous les moyens de maintenir leur position de force au sein de la famille et d'interdire aux jeunes femmes l'accès aux ressources familiales et le contrôle de celles-ci. Étant donné le caractère patrilocal des règles de résidence et de filiation, la jeune femme entrée par mariage ne sera jamais un membre de plein droit du clan de son mari. «D'abord vous êtes trop jeune pour parler, ensuite vous êtes mariée et votre belle-mère vous contrôle, et quand enfin vous êtes vieille et avez le droit de vous exprimer, vous avez oublié comment parler» (Belic et Kunac 2004: 59). Au vu de ces structures et de ces règles, les jeunes femmes éprouvent des difficultés à développer un sentiment de loyauté face à la nouvelle famille, ce qui se répercute de façon problématique sur le code de moralité basé sur l'honneur et la honte¹⁵. La signification négative de la naissance d'une fille selon la formule «les déchets sont venus dans la maison» (Belic et Kunac 2004: 51) conduit à la plus forte inégalité des sexes en matière de formation en Europe. Un obstacle supplémentaire à la scolarisation des filles est la destruction du système de transport, les trajets pour aller à l'école étant trop longs et trop peu sûrs. Mais en dépit de leur position apparente d'opprimées, les femmes revêtent une grande importance sociale et disposent de diverses possibilités pour la mise en œuvre et l'usage de stratégies et/ou d'espaces d'action dans le but d'améliorer leur position et leur situation. À ce propos, la **situation de guerre** a pu entraîner des conséquences positives pour certaines femmes en ce qui concerne leurs rôles et leurs positions au sein de la société: les hommes étant sérieusement menacés d'être déportés ou tués hors de la maison, ce sont donc les femmes qui se sont chargées des tâches des hommes. Par ce vécu et leur engagement croissant dans des organisations non gouvernementales après la guerre, les femmes ont fait l'expérience de gagner de l'argent et de disposer d'une certaine indépendance économique (cf. Meintjes, et al. 2001). À l'heure actuelle, elles ne veulent pas renoncer à cet acquis, même si l'on observe une «retraditionalisation» des rôles des sexes depuis la fin de la guerre¹⁶.

8.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

8.2.1 Aureola à Kastriot et à Drenas

Aureola est une organisation de base classique. Son travail lancé en 1995 a d'abord été axé sur les activités visant à stimuler les capacités des femmes et des filles: cours de couture, d'écriture et de lecture, éducation à la santé, examens médicaux auprès des enfants. La dégradation de la sécurité et l'escalade du conflit en 1998/99 a amené Aureola à élargir ses activités à l'aide d'urgence et à la mise à disposition de logements pour les personnes intérieurement déplacées. Depuis la fin de la guerre, Aureola s'occupe de femmes vivant dans des régions rurales particulièrement défavorisées au niveau économique, et souffrant spécifiquement des structures patriarcales ainsi que des suites des traumatismes de guerre. Aureola lance des projets de promotion des revenus tels que la culture des légumes en serre et l'apiculture, mais aussi des activités de loisirs telles que la fondation d'une équipe de volley-ball composée de femmes et de filles. L'organisation soutient également les femmes et leurs initiatives à travers la transmission d'informations et de savoirs concernant la création et le fonctionnement d'organisations non gouvernementales. Elle continue d'intégrer à son programme l'ouverture de centres pour les femmes, les cours de formation destinés aux femmes et l'éducation à la santé. Afin de promouvoir l'**obtention du pouvoir d'action** par les femmes et d'améliorer leur situation dans la soci-

¹⁵ Voir à ce sujet les développements du chapitre «La situation en Palestine», p. 13-14 de ce rapport.

¹⁶ Il serait très intéressant d'étudier de manière approfondie ce renversement, les réactions qu'il suscite ainsi que les stratégies des personnes concernées!

été et la famille, Aureola dirige son travail vers l'ensemble des membres de la communauté. L'élément clé de ce travail réside dans l'indépendance des femmes, indépendance qui se rapporte aussi bien à la sphère économique qu'aux rôles traditionnellement assignés aux femmes. «Que les femmes pensent et décident par elles-mêmes de leur vie future, briser les comportements traditionnels des hommes envers les femmes» (Belić et Kunac 2004: 60). La formation constitue un autre élément central de l'obtention du pouvoir d'action. Sont également mentionnés en tant que composantes de l'obtention du pouvoir d'action, la prise de conscience en matière de droits des femmes, la sortie de l'isolement, le renforcement du sentiment de sa propre valeur, l'égalité entre femmes et hommes lors de la prise de décision au niveau de la famille et de la politique, mais aussi la responsabilité commune en matière d'éducation des enfants. Enfin, la solidarité entre femmes et leur sentiment d'appartenance à un même groupe sont également perçus comme étant liés à l'obtention du pouvoir d'action.

8.2.2 Qendra per Trajnime dhe Studime Gjinore – Gender training and Research Centre (GTRC) à Pristina

Fondée en 2000, cette organisation focalise son travail sur la construction de la société civile¹⁷ et le changement d'attitude face aux questions liées au genre. Les objectifs de l'organisation se rapportent à trois domaines différents. Elle organise des sessions et des cours de formation autour de thèmes tels que la «capacity building» (construction de capacités), le genre, la communication, le développement d'association et le travail de lobby. L'association soutient les organisations non gouvernementales de femmes, organise des rencontres du type «table ronde» et participe à des campagnes nationales. En outre, le GTRC (Centre d'entraînement et de recherche en matière de genre) mène un travail de recherche sur les questions de genre. Actuellement, il conduit une étude sur la question: «les femmes et les hommes en Kosovo». Le troisième point fort, qui constitue la priorité à l'heure actuelle, est la diffusion d'informations et de documentation. Le GTRC entretient une banque de données ouverte aux autres organisations pour leurs recherches en matière de genre, contenant des articles de journaux, des magazines et des médias électroniques ainsi qu'une liste d'expert-e-s en matière de genre. Les membres de l'association publient des articles, traduisent des œuvres importantes et s'engagent dans le domaine de la mise en réseau. Outre la promotion des échanges entre les femmes actives en politique et les militantes des ONG, l'association vise également à établir une mise en réseau au niveau local et national et à développer la coopération avec les organisations internationales. Le «Gender training and Research Centre» aspire à un changement social aux plans individuel, communautaire et national.

Selon cette association, **l'obtention du pouvoir d'action** passe par la construction de la société civile et le renforcement des positions des femmes. Elle concentre ses efforts sur le niveau collectif-politique de l'obtention du pouvoir d'action: «Le renforcement des femmes en politique est la condition préalable au renforcement des femmes dans tous les domaines de la vie» (Belić et Kunac 2004: 70). L'indépendance économique et la formation constituent un appui et un renforcement pour les femmes dans leur carrière professionnelle. Il s'agit de modifier les structures patriarcales de la société, de développer le système des transports publics et de travailler à surmonter l'impuissance économique des femmes. Les femmes font l'expérience de l'obtention du pouvoir d'action lorsqu'elles endossent un rôle actif: «De fait, il n'y avait pas lieu de procurer à ces femmes le pouvoir d'action, elles l'avaient déjà, il s'agissait simplement de leur donner le courage d'entrer en action» (collaboratrice du GTRC in Belić et Kunac 2004: 77). Seules les femmes émancipées, formées et renforcées sont en mesure d'initier des changements et de transmettre le pouvoir d'action.

8.2.3 Qendra per Mireqeniem e Gruas – Women's Wellness Centre (WWC) dans la région de Peja/Pec

Le «Women's Wellness Centre» se fixe l'objectif d'améliorer l'état de santé et le statut des femmes dans la société. L'association s'adresse spécifiquement à des femmes ayant été victimes de violence. Par l'entretien d'un centre de conseil et d'un foyer d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique, elle leur procure

¹⁷ «... Une société civile existe lorsque des individus et des groupes sont libres de former des organisations qui fonctionnent indépendamment de l'Etat et qui peuvent jouer un rôle médiateur entre les citoyens et l'Etat» (traduction de l'anglais) (Hann 1996: 1).

un espace de vie sécurisé. Les femmes concernées bénéficient de conseils juridiques et d'une prise en charge médicale. Par la suite, les femmes sont préparées à leur réintégration au sein de la société, tandis que des cours spécifiques leur permettent de modifier leur conception de la violence et de remettre en question l'ordre patriarcal traditionnel. Après le retour des femmes dans leur foyer familial, l'association organise des visites mensuelles (suivi) et, selon les besoins, une médiation au sein de la famille. A cette étape, il est décisif que la parenté masculine, mais aussi la belle-mère, soient intégré-e-s à la démarche. Afin de sensibiliser l'opinion publique à la thématique de l'égalité des sexes, le WWC organise des activités artistiques telles que le théâtre, la musique et la photographie. Les campagnes diverses dans les médias de masse ou dans les forums publics, les distributions de tracts, les marches et les manifestations silencieuses contribuent à sensibiliser la population au thème «femmes-hommes». A travers les cours de formation sur la thématique de la «violence domestique» et «l'égalité», le WWC développe de manière ciblée la conscience des écolières/écoliers, des étudiant-e-s, des forces de police, des travailleuses sociales/travailleurs sociaux et des enseignant-e-s. La coopération avec les forces de police locales et avec le centre social représente un autre volet d'une stratégie de lutte contre les violences faites aux femmes.

Dans la conception de cette organisation, **l'obtention du pouvoir d'action** est liée au fait «d'être indépendante». Ainsi, cette indépendance peut être de nature financière ou économique. Mais elle peut aussi se matérialiser dans une mobilité des femmes sans contrôle par les hommes. Il est important de renforcer la confiance des femmes en elles-mêmes et de les préparer à une vie sans violence pendant leur séjour au foyer d'accueil. C'est la seule manière de briser à long terme la stigmatisation du rôle des femmes. Enfin, l'obtention du pouvoir d'action signifie aussi, pour le WWC, être formée et aspirer à une vie autodéterminée.

8.2.4 Motrat Qiriazhi (MQ) – Rural Women's Group à Mitrovica, Has et Krushë e Vogel

L'association Motrat Qiriazhi, la plus ancienne que le cdf soutient en Kosovo-a, a été fondée en 1989. L'objectif primaire était de lutter contre l'analphabétisme. Par la suite, la situation politique a contraint l'organisation à interrompre son travail à plusieurs reprises. Elle a repris son activité en 1995 en se fixant un nouvel objectif: se concentrer sur les projets de développement en faveur des femmes en zone rurale, surtout dans les régions de Mitrovica, de Has et de Krushë e Vogel. L'association a créé des centres ouverts aux femmes afin de sensibiliser les communautés locales à la réflexion sur le rôle et la position des femmes dans les villages et les familles. Les droits des femmes doivent être garantis et respectés dans une perspective à long terme. Il s'agit de renforcer les femmes afin que celles-ci obtiennent l'égalité entre femmes et hommes et qu'elles puissent s'approprier un rôle actif dans la société rurale. MQ organise pour les femmes et les filles concernées des réunions consacrées à l'éducation à la santé, à la situation politique, aux élections, à la violence, à la formation, à l'égalité entre les sexes. Mais l'association propose également des réunions ouvertes aux jeunes hommes et femmes qui souhaitent traiter ces questions en commun. Un large éventail de cours permet aux femmes d'améliorer leurs capacités, d'acquérir des savoirs et d'obtenir des informations. Par le biais de visites à domicile, MQ soutient des femmes élevant seules leurs enfants et ne disposant que de leurs propres revenus. MQ stimule la mise en réseau entre les organisations non gouvernementales, les responsables communaux/communales et d'autres organisations de femmes poursuivant des objectifs similaires. L'association est membre fondatrice du «Kosova Women's Network» (réseau de femmes en Kosova). Le travail d'information du public est mené en coopération avec les médias, à travers des tables rondes, des visites d'écoles ou des manifestations culturelles telles qu'un festival de musique folklorique. MQ s'engage en outre en lançant des projets de promotion des revenus, notamment l'usine de poivre ou le commerce du lait à Krushë e Vogel.

Selon MQ, **l'obtention du pouvoir d'action** comprend le renforcement des femmes dans leurs capacités et dans leur conscience. Les femmes apprennent à gérer les expériences traumatisantes de la guerre et à se considérer comme des personnes dignes de vivre dans la société. Par la modification de leur état de conscience, les femmes apprennent à développer leur indépendance, à exprimer leur opinion et à décider elles-mêmes comment mener leur vie. Par les cours proposés, elles acquièrent leur indépendance financière par rapport à leur mari, puisqu'elles sont en mesure de gagner leur vie à l'aide des connaissances qu'elles se sont appropriées (conduire un tracteur, se servir d'un ordinateur, etc.).

8.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Les champs thématiques transversaux sont étudiés en lien avec les discriminations spécifiques au contexte. Il s'agira de mettre en relief les stratégies et les forces des organisations en question, mais aussi d'identifier leurs faiblesses et les différences qu'elles présentent entre elles.

Les quatre organisations sont conscientes du fait qu'il convient d'intégrer les quatre champs thématiques de manière complémentaire dans le travail de projet – tout en tenant compte des configurations locales – en vue de modifier le rôle de la femme. Toutes les organisations soulignent en outre qu'un tel changement représente un **processus à long terme** qui doit intervenir à tous les niveaux de la société: au niveau individuel, collectif et sociétal-structurel.

L'obtention individuelle du pouvoir d'action est conçue comme le renforcement de la conscience des femmes au sujet de leur propre valeur. Il s'agit de stimuler l'esprit critique par rapport à la société et aux comportements intériorisés qu'elle impose à ses membres. «...Ce sont des choses qui doivent commencer à l'intérieur de la personne. (...) Les femmes devraient obtenir des stimulus qui les encouragent à s'attaquer aux problèmes. Il s'agit de leur lancer des éléments susceptibles de les faire réfléchir. C'est là qu'intervient l'entraînement en vue de la construction de capacités. C'est pour elles l'occasion de commencer à remettre en question leur manière de penser. Si elles commencent à réfléchir un peu différemment après l'entraînement, c'est un succès total» (bénéficiaire de projet GTRC in Belić et Kunac 2004: 82). L'objectif est aussi de renforcer les capacités des femmes à développer leurs positions politiques, économiques et sociales. Les expériences d'Aureola montrent qu'une indépendance économique croissante procure aux femmes davantage de liberté de mouvement et d'espaces d'action. Le changement de perception quant au statut des femmes apparaît également dans le nombre grandissant de filles qui effectuent des études post-obligatoires. Le WWC observe en outre que son travail conduit à une amélioration des relations entre les femmes concernées et les membres de leur famille, notamment suite aux efforts de médiation et de suivi, amélioration qui se normalise même dans certains cas. En vue de stimuler l'obtention individuelle de pouvoir, les femmes sont également encouragées à construire un espoir d'avenir et à apprendre à intégrer les traumatismes de guerre dans leur vie.

Les quatre organisations identifient les **structures patriarcales** fortement ancrées dans la société comme l'un des principaux obstacles à l'obtention individuelle du pouvoir d'action par les femmes. «C'est la mentalité de la population kosovare de croire que les hommes valent mieux que les femmes» (collaboratrice du WWC in Belić et Kunac 2004: 90). Toutes les organisations questionnées soulignent que la modification de ces idées tenaces constitue une tâche difficile et de longue haleine. Les règles de résidence et de filiation de nature patrilocale dessinent une image précise de la situation complexe des femmes: le mari et les autres parents de sexe masculin, mais aussi la belle-mère, affichent des attitudes qui compromettent le **sentiment de sécurité** des femmes. La défense des positions de pouvoir des femmes entraîne des rapports de violence entre les membres féminines de la maison. La position de la belle-mère par rapport à la jeune femme entrée par mariage implique une hiérarchie et permet à la femme plus âgée de contrôler la jeune femme. Cette situation conduit à un accès inégalitaire aux ressources entre les femmes d'un ménage. On peut supposer qu'elle provoque un certain effet de **perte du pouvoir d'action** (dis-empowerment) auprès des femmes: les structures patriarcales sont reproduites par les belles-mères. On constate l'absence de solidarité entre les membres féminines d'un ménage, en dépit du fait que les belles-mères ont vécu les mêmes humiliations et discriminations dans leur jeunesse. Les jeunes femmes sont donc victimes de discriminations multiples en raison des structures patriarcales et de leurs rapports difficiles avec les belles-mères.

L'obtention du pouvoir d'action au niveau structurel-sociétal est fortement influencée par l'obtention individuelle du pouvoir d'action, et vice versa: «Ce qui manque à mon modèle idéal d'obtention du pouvoir d'action par les femmes, c'est l'éducation dans la communauté en général. Après la cinquième année de l'école primaire, la plupart des filles quittent l'école, parce que les parents ne leur permettent pas de continuer. (...)» (collaboratrice de MQ in Belić et Kunac 2004: 105). Ainsi, pour l'association MQ, il s'agit de concentrer les efforts sur les trois objectifs suivants: a) que les femmes élargissent elles-mêmes leur rôle dans la communauté; b) que les activités des organisations contribuent à une structure nationale destinée à promouvoir et à soutenir les activités des femmes de manière ciblée; c) que l'accès des femmes aux ressources économiques et politiques soit amélioré et facilité. Les processus de développement participatifs et communautaires stimulent l'ensemble des membres d'une société à agir de manière active et à prendre part au processus de change-

ment. Il est intéressant de constater que les quatre organisations considèrent l'intégration des **hommes** dans leurs réflexions et leur travail comme une évidence. Il semble que les changements visés ne sont pas possibles sans l'implication concrète des hommes. Propos d'un participant à un séminaire d'Aureola: «Il y a beaucoup de changements. Nous avons appris à respecter les femmes qui restent à la maison parce qu'elles n'ont pas de formation, ou parce qu'elles ne trouvent pas de travail. Nous avons appris à les soutenir dans les travaux domestiques. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes» (participant à un séminaire d'Aureola in Belić et Kunac 2004: 65). Le GTRC souligne comme un acquis remarquable le fait que des hommes soient disposés à travailler pour une «ONG de femmes», ceci dans le contexte d'une société profondément marquée par le patriarcat. Le fait que des hommes disposant d'un poste de travail supérieur reconnaissent que la violence domestique peut constituer un problème, est également perçu comme un succès par le WWC, car en règle générale les hommes nient l'existence de ce problème. La campagne réussie du «ruban blanc» est donc considérée comme un bon exemple d'une stratégie de sensibilisation au niveau sociétal: cette campagne encourageait les hommes à porter un ruban blanc comme symbole contre la violence et signe de refus personnel de cette violence.

MQ est la seule association à nommer la **violence** en lien avec les événements de la guerre et ses traumatismes. Comme mentionné ci-dessus, les autres organisations identifient des éléments de violence dans la sphère personnelle, familiale, considérant qu'ils sont liés aux structures culturelles. Il est question d'une violence physique et psychique: «...la violence psychologique peut être aussi dévastatrice que la violence physique, parce qu'elle frappe l'estime de soi. Si quelqu'un vous dit cent fois que vous êtes une incapable, vous allez commencer à le croire» (collaboratrice du WWC in Belic et Kunac 2004: 89). Comme il a été développé jusqu'ici, des femmes exercent également une certaine forme de violence sur les autres femmes. Il s'agit là, à mon avis, d'un élément qu'il est important de relever!

Les organisations questionnées mentionnent une absence de **sécurité** due aux structures patriarcales, mais aussi au statut politique et juridique de la région de Kosovo-a qui demeure incertain. Après des années d'oppression et de conflits guerriers, la reconstruction de la confiance dans le système politique reste à faire, ce qui semble actuellement impossible au vu de l'instabilité de la situation politique. Or, la clarification du statut de Kosovo-a serait également une nécessité pour l'arrivée d'investissements étrangers et la perspective pour la population d'obtenir un revenu. Les tensions ethnique¹⁸ provoquées par l'instabilité du statut de la région entravent également l'émergence d'un sentiment de sécurité. En outre, la sécurité implique l'égalité juridique entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes, mais aussi la participation politique égalitaire, la formation, les possibilités de trouver un travail et, d'une manière générale, la liberté de mener sa vie selon ses propres idées. L'irrégularité des revenus, voir leur absence, est ressentie comme un obstacle au développement du sentiment de sécurité: «Je me sens en sécurité quand j'ai un travail» (Belić et Kunac 2004).

Concernant l'**accès au ressources**, les différentes associations défendent pratiquement la même opinion. Elles constatent que l'accès à la formation (professionnelle), aux revenus et à l'emploi doit être garanti indépendamment du sexe. En revanche, elles mettent en œuvre des stratégies diverses pour atteindre l'objectif de l'égalité: mise en réseau avec des femmes politiques et des militantes d'ONG (pour le GTRC), diffusion d'informations afin d'initier des changements au niveau sociétal-structurel (Aureola, GTRC), transmission directe de savoirs à travers des cours de formation (Aureola, WWC). Il s'agit là de stratégies que l'on observe également

¹⁸ Les faits mentionnés concernent en premier lieu les événements du 17 mars 2004, récents au moment de la conduite des interviews: «Les événements du 17 mars ont commencé alors qu'un groupe de jeunes garçons a été poussé dans la rivière par un chien appartenant à un Serbe, provoquant la noyade de deux jeunes. Cet accident a déclenché un soulèvement général des Albanais du Kosovo, donnant lieu à des manifestations violentes au cours desquelles des manifestants et des membres des forces de police locales ont été tués. Des églises orthodoxes serbes ont été incendiées, ainsi que des maisons appartenant à des Serbes qui vivaient encore au Kosovo. Les véhicules des organisations internationales ont reçu des jets de pierres et ont été incendiées, comme aussi des bâtiments de ces organisations.» (Belić et Kunac 2004: 74).

auprès d'organisations actives dans d'autres régions. MQ insiste sur le fait que la **formation** constitue le point de départ incontournable de l'obtention du pouvoir d'action: on interdit aux jeunes filles de continuer l'école lorsqu'elles s'apprentent à se marier. C'est pourquoi elle n'ont pas la possibilité, par la suite, d'exercer une activité rémunérée, ce qui conduit à une dépendance économique vis-à-vis de la famille, respectivement du mari. Les femmes sont soumises aux mêmes restrictions quant à l'accès aux services de santé: «La culture de la société n'accepte pas qu'une femme non mariée ou veuve se rende en consultation gynécologique» (Belić et Kunac 2004: 106). Il s'agit de garantir l'accès à ces institutions aux femmes, en dépit des barrières culturelles.

Au sein de GTRC et de MQ, l'on observe des **difficultés internes à l'organisation**, qui font supposer l'existence d'un certain effet de perte de pouvoir d'action (dis-empowerment). Pour GTRC, la coopération avec les femmes serbes s'est pratiquement arrêtée après les événements du 17 mars 2004¹⁹. La communication n'était plus possible. Ce revers est une source potentielle de frustration, symptomatique des difficultés que connaît l'ensemble des associations: les petits progrès qu'elles enregistrent sont écrasés par des événements qui les rejettent massivement en arrière. La **mise en réseau** avec d'autres ONG (par ex. au sein du Kosova Women's Network) peut éventuellement contrecarrer quelque peu ces problèmes à travers un soutien mutuel et l'échange d'expériences.

Pour MQ, les difficultés se présentent d'une manière un peu différente: l'association est active dans un (trop) grand nombre de domaines et dans une zone géographique trop étendue. Cette ampleur pèse sur la qualité du travail fourni.

La **dépendance par rapport à un financement externe**, respectivement le retrait des bailleurs de fonds étrangers, constitue – comme dans le cas de la Palestine et de la Bosnie – un obstacle supplémentaire à la mise en œuvre des objectifs des projets. Le retrait des fonds génère un rapport de concurrence et des insécurités au sein des organisations. Or, la mise en réseau des organisations, indispensable à un travail efficace et de qualité, ne devrait pas être – encore davantage – entravée par des conditions financières peu claires.

La citation suivante démontre clairement l'importance du travail des organisations actives en Kosovo-a, mettant également l'accent sur le potentiel de changements à long terme de la société: «Outre le fait de nous aider à surmonter les traumatismes et les suites de la guerre, les associations construisent de manière durable des capacités qui donnent sens à notre vie. Je dis durable, car elles nous procurent des capacités qui nous seront utiles pour toute notre vie. Nous sommes en mesure de penser, d'exprimer notre opinion et de décider de manière autonome de tout ce qui touche notre vie. Nous conduisons des voitures, des tracteurs, des machines agricoles, des camions, nous pouvons travailler en tant que couturières et les connaissances en informatique que nous acquérons nous permettent de garder notre poste de travail» (ancienne bénéficiaire de projet de MQ in Belić et Kunac 2004: 111).

Il convient, selon moi, de tenir compte des points suivants pour le futur développement et la modification des projets:

- prévoir une supervision des collaboratrices/collaborateurs, notamment pour les collaboratrices du foyer d'accueil du WWC;
- mener une réflexion plus soutenue sur les structures patriarcales, respectivement sur la modification des rapports entre belle-fille et belle-mère à travers un travail d'éducation au sein de la famille > définir la solidarité entre les femmes en tant qu'objectif pour l'obtention du pouvoir d'action au niveau sociétal-structurel;
- développer l'intégration des hommes;
- de la part du cfd (respectivement des bailleurs de fonds internationaux), percevoir et traiter la question des rapports de dépendance et de pouvoir lié au financement > soutenir les associations (par ex. rémunération) au lieu de financer des projets particuliers en posant des conditions spécifiques.

¹⁹ Voir la note précédente.

9 Maroc

Le cadre de ce rapport ne me permet pas de présenter le développement historique des organisations marocaines. Les personnes intéressées consulteront le rapport détaillé de Jamila Bargach (2004) à ce propos. Pour la présentation des champs thématiques, J. Bargach opère une distinction entre la perspective des collaboratrices et celle des bénéficiaires des projets, et parfois même entre le point de vue des femmes et celui des hommes. Il s'agit là d'une caractéristique que je ne pourrai pas non plus reprendre ici. Il m'a été difficile de résumer la densité du texte de J. Bargach de manière succincte mais informative. J'espère néanmoins avoir tenu compte des constats qu'elle établit dans son rapport.

9.1 La situation au Maroc

Plus de 50% de la population de la monarchie institutionnelle du Maroc vit dans les centres urbains. Les femmes représentent plus de la moitié d'une population qui compte plus de 30% de jeunes. La situation désastreuse en matière de conditions et de possibilités de travail conduit à un profond **manque de perspectives**, en particulier pour les jeunes. La **pauvreté** largement répandue, le **chômage** très élevé et l'insécurité concernant les perspectives d'avenir entraînent une «culture du vide et de la pauvreté» (Bargach 2004: 3) et constituent la source principale des rapports de violence frappant notamment les femmes et les enfants. Les différences entre les classes sociales au Maroc sont énormes: il existe une élite très petite, mais aussi très riche, et une forte couche inférieure paupérisée. Le **travail des enfants** reste un phénomène largement répandu, tout comme l'activité dans l'économie informelle qui appauvrit l'Etat et enrichit encore davantage les riches. La situation précaire de **l'économie marocaine** est également due à des évolutions globales: le fait que la plupart des entreprises marocaines soient en possession d'une famille et dirigées par ses membres, met en cause la crédibilité et la compétitivité de ces firmes sur le marché mondial. En outre, les acteurs de l'Etat sont soupçonnés de corruption. La **société civile** qui a progressivement émergé ces dernières années devient donc un partenaire d'importance dans la coopération avec le Maroc. La situation politique présente des caractéristiques similaires: le système politique est suranné et ne suffit pas à faire face aux besoins de la majorité de la population constituée de jeunes. Le parti politique le plus actif est celui des islamistes. Le Maroc connaît également la tendance mondiale à l'intégrisme propageant un «mode de vie islamique» (qui reste à définir). L'on observe une polarisation qui aggrave les tensions entre les différents partis idéologiques.

L'urbanisation extrême a créé un grand nombre de bidonvilles et de quartiers pauvres à la périphérie des villes. Ces «shantytowns» abritent majoritairement des migrant-e-s de la 1ère et de la 2e génération en provenance de régions rurales. La «culture du vide et de la pauvreté» marque la vie des êtres humains dans ces ghettos, donnant lieu à toutes sortes d'activités illégales. Les structures de voisinage traditionnelles des villages ne peuvent pas être maintenues dans ces quartiers de misère. C'est pourquoi les jeunes et les femmes souffrent particulièrement de l'absence de repères sociaux nécessaires et du manque de perspectives d'avenir pour leur vie. Tandis que la violence envers les femmes touche toutes les couches sociales, ce sont en particulier les voisinages en question qui reproduisent les violences faites aux femmes dans tous les domaines de la vie. La plupart des bénéficiaires des projets proviennent de ces bidonvilles.

Depuis son accession au pouvoir (1999), le nouveau roi Mohammed VI a fait passer un certain nombre de **réformes** audacieuses dans le cadre d'un processus de démocratisation du Maroc: on assiste depuis à l'émergence d'un dialogue social sur des sujets qui étaient auparavant tabous dans la société. La discussion porte sur la pédophilie et l'homosexualité, mais aussi sur la gestion des suites de la dictature du roi Hassan II. Pour la présente étude, l'accent est mis sur la réforme du **code de la famille** (moudawana). Début octobre 2003, le roi a annoncé, à la surprise générale, une réforme profonde de la moudawana, officiellement entrée en vigueur en février de l'année en cours. Cette réforme correspond à une véritable révolution: en effet, l'ancien code de la famille se basait sur une interprétation conservatrice de la charia et était défendu avec véhémence par les islamistes, qui considèrent que les réformes mettent en cause la famille en tant qu'unité idéalisée et sacrée. Dorénavant, la responsabilité de la famille n'est plus l'affaire du seul mari, mais des deux partenaires. Le devoir d'obéissance de la femme a fait place à un partage égalitaire des droits et des devoirs et les femmes n'ont plus besoin du consentement du père et du frère pour se marier. Le nouveau code contient entre outre des éléments aussi importants que le relèvement de l'âge nubile de 15 à 18 ans pour les femmes, une

limitation importante de la polygamie et du droit de répudiation de l'homme ainsi qu'une nouvelle définition du droit de garde des enfants en cas de divorce, donnant la priorité à la mère pour les enfants de moins de 15 ans. Cette évolution constitue une grande victoire pour les organisations de femmes qui ont mené une longue lutte très controversée pour obtenir des améliorations. Cependant, la réforme du code de la famille ne changera pas la situation des femmes du jour au lendemain. Il s'agit maintenant de faire connaître les nouvelles lois au sein de la société et de veiller à ce que la juridiction et la mise en œuvre suivent effectivement la voie tracée. Les organisations de femmes ont encore bien du travail devant elles! (Serehane 2004)

9.2 Les organisations régionales et leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

9.2.1 Bayti à Casablanca et Essaouira

Bayti est une organisation à but non lucratif qui, depuis sa création en 1994, se fixe l'objectif d'élaborer un plan de vie constructif avec des enfants provenant de familles marquées par la violence, c'est-à-dire de les préparer à une vie «normale» loin de la rue. Le nombre d'enfants et de jeunes vivant dans la rue a massivement augmenté, surtout dans les grandes villes. Le processus d'urbanisation évoqué et la formation de bidonvilles ont fortement contribué à cette situation. En outre, l'absence d'une scolarisation adéquate et de structures alternatives de l'Etat ainsi que les pratiques répressives de la police envers les enfants des rues ont conduit à leur extrême marginalisation.

Outre l'intégration, les points forts de l'association sont la réhabilitation et la prévention. Les programmes proposés sont axés sur un niveau vertical – le programme de rue visant à entrer en contact avec les enfants ; la réhabilitation ; l'intégration sociale – et un niveau horizontal – la formation ; les cours d'entraînement ; et le renforcement des compétences des formatrices. Ils s'adressent tant aux enfants directement touchés qu'à la société dans son ensemble (familles, écoles, enseignant-e-s, etc.). Bayti propose des possibilités de formation et soutient les jeunes dans la recherche de places d'apprentissage. Elle offre un conseil psychologique aux enfants et aux jeunes et les soutient selon leurs besoins et leur contexte biographique spécifique. Le regard que porte cette association sur les enfants est particulier dans le sens qu'il les considère comme des personnes avec un vécu et des dispositions individuelles, et non comme un «problème social» à éliminer. Bayti semble être une des organisations les plus démocratiques du Maroc: en effet, les expériences des formatrices ainsi que leur formation et leur perfectionnement jouent un rôle central dans le développement de projet, tandis que les perspectives et expériences des bénéficiaires sont également intégrées dans la conception des projets. De plus, Bayti a élargi ses activités à la mise en réseau avec d'autres organisations afin d'améliorer l'impact du travail de lobby.

Dans la conception de Bayti, **l'obtention du pouvoir d'action** (empowerment) constitue la condition essentielle de son approche: les collaboratrices doivent bénéficier de l'obtention du pouvoir d'action pour pouvoir transmettre celui-ci aux bénéficiaires. L'obtention du pouvoir d'action est conçue comme un mécanisme destiné à mettre au jour et à faire fructifier les potentiels des enfants et des jeunes. L'obtention du pouvoir d'action n'est pas une dimension absolue, elle représente au contraire un phénomène relationnel fortement marqué par les différents acteurs et par le contexte. Le concept d'obtention du pouvoir d'action réside en partie dans le fait d'intégrer les différentes expériences des enfants ainsi que leur puissance imaginative. Deux approches sont mises en œuvre pour l'obtention du pouvoir d'action: une approche *objective*, matérielle qui consiste à apprendre une activité artisanale, à faire des expériences, à apprendre à se mouvoir dans la sphère publique et à développer des mécanismes adéquats pour survivre et s'intégrer, etc. ; et une approche *subjective*, visant davantage la prise de conscience individuelle et les compétences telles que le sentiment de sa propre valeur et les relations de confiance, la connaissance de ses propres potentiels, respectivement la prise de conscience, l'apprentissage de la communication, etc. Les bénéficiaires de projet conçoivent également l'obtention du pouvoir d'action sur un plan *matériel* et sur un plan *subjectif*. Le *plan matériel* comprend l'établissement et le maintien d'une structure journalière (cohérence et régularité), la recherche d'une famille de substitution (sécurité émotionnelle, prise en charge) et l'obtention de vêtements et de nourriture. Le *plan subjectif* concerne le fait de tirer profit des espaces d'action, de rétablir le sentiment de sa propre valeur, de bénéficier d'un soutien émotionnel, de surmonter les blessures, de retrouver la joie de vivre et l'hygiène. Un jeune garçon décrit l'obtention du pouvoir d'action en qualifiant l'association comme «un pont qui nous permet d'at-

teindre nos objectifs, et si quelqu'un ne veut pas suivre cette voie, c'est son problème» (bénéficiaire du projet Bayti in Bargach 2004: 21).

9.2.2 Ligue Démocratique des Droits de la Femme (LDDF)

La LDDF s'engage en faveur des droits des femmes au Maroc. Elle dispose de bureaux dans 14 régions du Maroc et d'un large réseau de 7000 bénévoles parmi la population: elle est l'une des associations les plus actives et les plus connues dans le contexte sociopolitique. La LDDF compte quatre sous-organisations: le Centre d'information et d'observation des femmes marocaines (CIOFEM), l'École de l'égalité et de la citoyenneté, Action solidarité et LDDF Assistance (Centre d'écoute et d'orientation juridique). Ces sous-organisations permettent de traiter les questions liées aux femmes sous tous leurs aspects et de toucher tant la base que le niveau macro-sociétal: le travail de lobby et les campagnes nationales défendent les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, soutiennent la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) dans leurs activités et stimulent une culture de la tolérance, du respect et de la paix dans la société. La participation à des symposiums internationaux et les études sur la situation des femmes marocaines contribuent également à la capacité de la LDDF de sensibiliser la société aux droits des femmes sur la durée. Au niveau micro, l'association propose des cours de formation (alphabétisation et droits des citoyen-ne-s, par exemple) et effectue un travail d'information (les projets les plus efficaces sont les «caravanes pour les droits des femmes» qui circulent dans les régions rurales et les bidonvilles des grandes cités), conseille ses membres dans des questions juridiques et représente les femmes devant les tribunaux selon les besoins.

Pour la LDDF, l'obtention du pouvoir d'action signifie bénéficier d'une position avantageuse, de confiance en soi, de savoirs et d'une sécurité financière. Il s'agit d'élargir les espaces d'action des bénéficiaires des projets par un travail de conseil et l'ouverture de nouvelles perspectives. Les femmes doivent obtenir des moyens et des instruments pour agir et gérer elles-mêmes leur vie. L'appropriation de savoirs doit permettre d'informer les femmes de leurs droits et de stimuler leur prise de conscience. Les femmes doivent ainsi être motivées à abandonner les comportements qui les exposent à des discriminations et reproduisent un rapport de subordination face aux hommes. Ce faisant, la LDDF est consciente du fait que l'association doit elle-même exercer un certain pouvoir et une influence à travers des activités de mise réseau et de lobby, si elle veut transmettre le **pouvoir d'action** à ses bénéficiaires.

9.2.3 Solidarité Féminine (SolFem) à Casablanca

La société marocaine est construite, comme les autres sociétés patriarcales, sur le principe de l'honneur et de la honte incarné surtout dans le comportement des femmes. Une femme qui met au monde un enfant hors de cette norme culturelle et sans reconnaissance sociale paiera un prix énorme. Elle sera rejetée par sa famille, criminalisée par la société et subira donc une sorte de mort sociale. Les enfants nés dans ces circonstances souffrent toute leur vie de cet état de fait. Ils/elles ne sont pas reconnu-e-s, ne reçoivent pas de nom et sont stigmatisé-e-s en tant que bâtard-e-s. Beaucoup de mères non mariées proviennent de milieux défavorisés et de familles brisées vivant dans les quartiers pauvres, leur formation est mauvaise voire inexistante. L'association SolFem s'occupe spécifiquement de ces femmes rejetées et leur permet de garder leurs enfants auprès d'elles, renforçant leur dignité et leur sentiment de leur propre valeur. Au cours de leur séjour auprès de SolFem, elles apprennent à planifier un avenir autonome dans le cadre de différents projets: elles exploitent des restaurants, des kiosques, une pâtisserie et font de la couture, ou apprennent à dispenser des soins de beauté et à pratiquer des massages. L'apprentissage d'une activité artisanale développe leurs connaissances, mais leur garantit aussi un revenu. Le hammam (maison de bains) doté d'un centre de fitness nouvellement ouvert crée de nouveaux postes de travail et des revenus supplémentaires.

Aicha Echenna, fondatrice de l'organisation, est principalement responsable du travail de relations publiques. Elle apparaît dans les médias et dans divers forums pour parler de la situation des mères non mariées et de leurs enfants ainsi que du cercle vicieux de la violence créé par la société. En outre, SolFem effectue un travail de sensibilisation à travers des campagnes publiques. SolFem a joué un rôle actif et central au sein de la campagne «Printemps de l'Egalité», lancée par la LDDF, et a été sollicitée pour donner son opinion sur la réforme du code de la famille.

L'obtention du pouvoir d'action signifie que des femmes marginalisées par la société retrouvent une vie et

une dignité. Connaître l'existence d'un refuge est pour elle le premier pas de l'obtention du pouvoir d'action. Par la suite, les femmes concernées bénéficient d'un soutien visant à créer, pour elles et leurs enfants, une perspective de vie et une identité. L'apprentissage d'une activité artisanale et la possibilité de générer un revenu procurent une certaine autonomie à ces femmes – autonomie qui est décrite comme une dernière étape décisive de l'obtention du pouvoir d'action. L'obtention du pouvoir d'action telle que définie par SolFem vise à assurer l'indépendance financière, à permettre la prise en charge des enfants et à créer la capacité d'organiser sa propre vie. L'objectif est de développer le niveau de conscience des femmes ; il s'agit pour elles de comprendre que ce ne sont pas les enfants non désirés qui créent la marginalisation, mais bien la société qui maintient les mécanismes d'exclusion. La modification de mécanismes qui se reproduisent également à travers le comportement des femmes représente donc aussi un objectif de l'obtention du pouvoir d'action.

9.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Le plus important dénominateur commun des organisations en question réside dans le fait qu'elles traitent toutes trois des questions sociales touchant des **tabous** sociaux profondément ancrés. Dans la société marocaine, il est particulièrement difficile de parler de questions liées au statut des femmes, à leur corps et à leur sexualité, frappées d'un tabou: la LDDF s'occupe de femmes qui subissent des abus physiques et psychiques, Bayti travaille avec des enfants et des jeunes rejeté-e-s par leur propre famille et la société, et SolFem s'adresse aux mères non mariées et à leurs enfants, considéré-e-s comme des parias. Les efforts des trois organisations s'inscrivent dans un rapport de complémentarité, car elles s'attaquent à une question sociale sous divers angles d'approche. Cependant, il faudrait que les associations travaillent davantage en réseau afin d'augmenter leur influence et de revendiquer des réformes légales et un changement de société.

La circulation et la diffusion des informations concernant les diverses organisations et leurs activités parmi la population démontrent l'**impact** général de ces associations. Cette influence est largement déterminée par le fait qu'elles mènent toutes – outre la prise en charge individuelle – un travail de sensibilisation de l'opinion publique en ce qui concerne les personnes marginalisées. L'instrument adéquat est ici la conduite de campagnes d'information. Mais la création d'une «démocratie du genre» qui traiterait tous les êtres humains sur un pied d'égalité semble utopique au vu du taux d'analphabétisme féminin de 70% et des objections élevées au nom de la religion et de l'authenticité culturelle. Néanmoins, la récente réforme du code de la famille a manifesté l'existence d'une volonté politique d'améliorer la situation des femmes. La nouvelle base légale appuie la légitimité et la force des organisations de femmes. Ainsi, les questions liées aux femmes connaissent actuellement une présence accrue dans les médias.

L'obtention du pouvoir d'action est considérée comme processus binaire: d'une part, il s'agit de faire avancer **l'obtention individuelle du pouvoir** des femmes et des enfants à travers le renforcement de leur conscience et du sentiment de leur propre valeur, ainsi que par l'identification et la promotion de leurs potentiels. Parallèlement, le processus d'obtention du pouvoir d'action s'attaque également aux structures sociales prédéterminées en vue d'initier un changement sur le plan **sociétal-structurel** sur le long terme: c'est dans ce cadre que s'inscrivent l'apprentissage d'un métier permettant aux femmes de construire leur autonomie financière, l'appropriation de savoirs et la diffusion de campagnes destinées à éveiller et à sensibiliser la société aux questions de genre. À ce propos, il faut mentionner les caravanes pour les droits des femmes qui dénotent l'existence d'une stratégie de sensibilisation au niveau de la société. Il s'agit là de vecteurs pertinents pour modifier la position sociale des femmes. Or, on constate que c'est précisément la nécessaire **institutionnalisation de la question de la femme** qui pose problème aux organisations concernées. Elles revendiquent des réformes légales, mais constatent l'émergence de nouvelles difficultés dès qu'elles enregistrent le moindre succès. Le fait que l'Etat donne la priorité à d'autres questions, telles que les suites de la «culture du vide et de la pauvreté», constitue certainement un obstacle. Des résistances s'opposent aux changements en faveur des femmes au nom de la religion et de l'authenticité culturelle. Ces résistances se trouvent en outre appuyées depuis plusieurs années par le renforcement de l'islam au niveau mondial.

La violence sous ses diverses formes est identifiée par les trois organisations comme la réalité déterminante de la vie des femmes et des enfants. La violence correspond à l'état normal, elle s'impose à l'ensemble des bénéficiaires des projets, elle imprègne leur quotidien et conduit à leur exclusion sociale. Avec ses aspects culturels et structurels, la violence est produite et perpétuée par la société. Il s'agit là d'un élément central.

La culture dans son ensemble et les structures juridiques contribuent à l'intériorisation et au maintien de la violence contre les femmes et les enfants des rues. Les bénéficiaires des projets sont victimes du système de la société. La violence prend également sa source dans l'absence de perspectives, dans la pauvreté et le chômage, donc dans la «culture du vide et de la pauvreté».

Les bénéficiaires des projets sont confronté-e-s au fait que la sortie d'un rapport de violence entraîne souvent l'entrée dans un nouveau rapport violent. Ainsi, après un divorce, les femmes souffrent le plus souvent de pauvreté et de l'absence de perspectives, respectivement du chômage.

Question également présente dans le quotidien des associations, la **violence** constitue un enjeu pour l'obtention du pouvoir d'action: en effet, pour les enfants des rues, la violence est une circonstance normale, ils ont intériorisé son langage au fil des ans. Les comportements violents ne disparaissent pas automatiquement lorsqu'un enfant approche l'association, qui devient donc également le cadre d'une violence. Il s'agit donc de «rééduquer» les enfants et de leur apprendre d'autres règles, une nouvelle attitude morale et un autre langage. Il s'agit d'empêcher que le cerce vicieux de la violence se reproduise dans le comportement des enfants, donc de briser l'engrenage de cette violence. Bayti se fixe une tâche difficile, car l'association doit travailler en permanence à convaincre les enfants que la violence n'est pas la bonne voie pour atteindre un objectif. SolFem est confrontée au même processus, car le niveau de conscience et les principes moraux des mères non mariées doivent évoluer en profondeur et en contradiction avec les normes culturelles. Nombre de bénéficiaires des projets de SolFem se basent sur les critères que leur enseigne leur culture pour porter un jugement. Elles sont donc souvent amenées à user de violence envers leurs enfants, qui sont à leurs yeux la cause de leurs difficultés. La perte, douloureuse, de tout contact avec la famille d'origine est imputée aux enfants. Les femmes doivent apprendre à accepter leur «mort sociale», surmonter la souffrance liée à la trahison et à la perte qu'elles ont subies, et s'approprier de nouveaux principes moraux leur permettant de construire une nouvelle conscience – une conscience qui voit les bénéficiaires des projets comme étant victimes de la société, de la culture et de la violence qui lui est inhérente, et non comme étant fautives et responsables de leur situation défavorisée. Par son travail, SolFem a obtenu pour les mères non mariées le droit de se faire officiellement enregistrer avec leurs enfants. Cet acquis constitue une grande victoire et une étape de l'évolution de la conscience de la société!

Les trois organisations savent pertinemment que la lutte contre cette violence si profondément ancrée peut pas être gagnée par l'action d'une seule association: les autres associations, les médias, mais aussi et surtout l'Etat doivent **travailler en réseau** et participer activement aux processus de changement. Le succès du travail de lobby du réseau «Printemps de l'Egalité», lancé par la LDDF en lien avec la réforme du code de la famille, montre que la coopération d'un grand nombre d'organisations permet d'obtenir un poids politique accru. Le problème de la violence doit également être traité tant au niveau sociétal-structurel (par ex. à travers des réformes légales) qu'au niveau individuel. La violence faite aux femmes ne doit plus être encouragée, permise et excusée sur la base d'arguments culturels et religieux. Les femmes et les organisations sont appelées à contribuer de manière importante à ce processus: en effet, la formation (professionnelle) leur permet de remettre en question les valeurs fortement ancrées et de travailler à changer leur environnement. La meilleure stratégie réside, pour la LDDF, dans le fait de parler du mariage, permettant ainsi aux femmes de comprendre l'impact désastreux de la violence.

Le rapport sur le Maroc opère une distinction importante entre «**la sécurité**» et «**la sûreté**». Le second terme désigne la mise en œuvre psychologique de la sécurité. Le fait de n'être soumis-e à aucune menace, que ce soit dans la sphère privée (au sein du mariage, de la famille, de la parenté) ou dans l'espace public (dans la rue, les postes de police, les rapports de travail) conduit à un sentiment de sécurité et de sûreté. «Se réveiller le matin sans que la peur monte en vous» (bénéficiaire de projet SolFem in Bargach 2004: 44). L'Etat joue un rôle primordial en la matière: l'existence d'une garantie de la sécurité par l'Etat créerait également un sentiment de sûreté dans la sphère privée. Divers facteurs sont mentionnés lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité et la sûreté dans le domaine privé du mariage: la sécurité doit être garantie sur le long terme sans l'aide des organisations. Pour les jeunes femmes, la sécurité est moins difficile à atteindre que pour les femmes plus âgées, car les premières ont davantage d'occasions de réorganiser leur vie, tandis que les secondes ne disposent pas des réseaux de soutien nécessaires. Néanmoins, l'élément capital semble être **l'indépendance financière**. Comme la sécurité financière est liée au mari dans la plupart des cas, alors qu'on observe des rap-

ports de violence au sein du couple, l'autonomie financière et la sécurité des femmes sont uniquement possibles sur la base d'un emploi générateur de revenus. «Quelle peut être la sécurité d'une femme lorsque l'homme qui vous bat devant vos enfants, vous viole la nuit, est celui dont vous devez attendre le réveil pour pouvoir acheter du lait pour vos enfants?» (bénéficiaire de projet de la LDDF in Bargach 2004: 35). Le taux de chômage très élevé au sein de la population marocaine constitue un obstacle à cet objectif et exige donc des approches créatrices de la part des organisations. Par l'ouverture de son hammam, SolFem franchit une étape remarquable en la matière.

Toutes les organisations sont perçues comme des lieux sûrs, des îlots de sécurité, par les bénéficiaires des projets: «L'association est une île de sûreté, les bénéficiaires se sentent protégées de la violence qui règne au dehors, ont l'impression d'avoir trouvé un «havre de paix»» (bénéficiaire de projet SolFem in Bargach 2004: 43). Ces lieux sûrs forment la base des premières étapes de l'obtention du pouvoir d'action.

S'agissant des **ressources**, les trois associations soulignent l'importance du libre accès à la formation (professionnelle), à la scolarisation et à l'information. Pour elles, il est déterminant – et évident – que les bénéficiaires des projets doivent apprendre une activité artisanale afin d'avoir accès à des métiers générateurs de revenus. L'accès à la formation stimule la confiance en soi, permet de croire en soi et en ses propres capacités, et donne la possibilité de connaître et de revendiquer ses droits et ses devoirs. Ainsi, les femmes se sentent capables de travailler elles-mêmes à changer leur situation. L'accès à une association et à ses services de conseil constitue déjà une ressource importante, ouvrant à son tour l'accès à d'autres ressources.

Pour SolFem et Bayti, il s'agit également d'initier des changements **internes à l'organisation**: afin de transmettre le pouvoir d'action aux bénéficiaires, il est capital de veiller à ce que les employées de l'association profitent également de l'obtention du pouvoir d'action. Cette obtention interne du pouvoir d'action doit comprendre une formation et un perfectionnement permanent ainsi qu'une professionnalisation du personnel. Bayti souligne que son travail obéit au principe selon lequel l'obtention du pouvoir d'action par ses employées est la précondition essentielle à une réelle obtention du pouvoir d'action par les bénéficiaires. Mais l'association est également appelée à se donner une autonomie financière qui lui permettra de se renforcer à l'interne. En effet, l'autonomie financière génère à l'externe une influence accrue permettant de traiter les questions frappées de tabous au sein de la société. En outre, il s'agira d'éliminer les hiérarchies internes et de remettre en question, pour la surmonter, la dépendance vis-à-vis de personnes dirigeantes de l'association, ceci afin de permettre une obtention du pouvoir d'action au sein de l'association.

Citée dans le rapport de J. Bargach, la déclaration suivante démontre, selon moi, non seulement l'impact de la LDDF, mais aussi le travail efficace et important des trois organisations considérées: «Je pense que 90% des bénéficiaires que j'ai interviewées ont beaucoup appris auprès de la LDDF. L'association est un espace qui leur restitue leur humanité et leur donne la possibilité d'apprendre, de se sentir en sécurité et d'appartenir à un groupe, à une communauté. Les femmes intègrent l'association avec une charge culturelle importante, des stéréotypes, des jugements préconçus et des normes fortement limitatives. Les cours (...) élargissent leur faculté de comprendre, leur ouvrent les yeux, créent un esprit de tolérance et leur expliquent les mécanismes qui reproduisent leur subordination» (Bargach 2004: 36).

10 Suisse

10.1 Le contexte migratoire suisse

Il s'agira ici d'exposer les champs thématiques les plus importants du contexte de la politique migratoire suisse, qui déterminent largement le travail de l'Atelier pour les migrantes du cfd wisdoma. Du fait de l'hétérogénéité et de la diversité du vécu des migrantes, il est difficile d'avancer des observations généralisantes. Il s'agira donc simplement de présenter les grandes lignes de la situation et non d'approfondir la question²⁰. La politique migratoire suisse constitue la déterminante principale définissant les espaces d'action des

²⁰ Pour une discussion détaillée de la question, voir le rapport de M. LeBreton et les sources qu'elle utilise, notamment (Hoffmann-Nowotny 2001, Prodolliet 1998, Prodolliet 1999, Verein zur Förderung der Sozialen Arbeit 2003, etc.).

migrantes. Cette politique est marquée par les réglementations restrictives des lois sur les étrangers et sur l'asile, par des attributions culturalistes et par divers mécanismes d'exclusion. La dépendance par rapport à un **statut de séjour**²¹ soumis à des procédures légales constitue un aspect particulièrement négatif. Les espaces d'action et les perspectives des migrantes dans la société sont restreints selon les conditions juridiques qui s'imposent à elles. wisdonna vise à élargir les espaces d'action dans le contexte migratoire suisse.

L'appartenance sexuelle entraîne des discriminations supplémentaires et spécifiques pour les migrantes. La procédure d'entrée en Suisse est fortement réglementée et soumise à des limitations légales. Ces éléments ne correspondent souvent pas aux besoins des femmes désireuses d'entrer en Suisse. Les séjours de longue durée ne sont pas autorisés ; dans la plupart des cas, une entrée en Suisse donnant lieu à un titre de séjour légal n'est possible que dans le cadre du regroupement familial, respectivement du **mariage**. Dans les cas où l'entrée en Suisse est liée à un mariage, le permis de séjour arrive en principe à expiration en cas de divorce. La loi contraint donc les femmes à se soumettre à un rapport de dépendance envers leur mari. La conséquence désastreuse de cette situation est que les migrantes ne sont pratiquement pas en mesure de se défendre contre la violence conjugale sans risquer de perdre leur autorisation de séjour. Les rapports de pouvoir et de dépendance se trouvent donc cimentés.

L'accès des migrantes au **marché du travail** est également fortement restreint. En dépit de leur qualification professionnelle parfois très bonne, nombre de migrantes sont contraintes de travailler dans des créneaux non compétitifs ou encore d'accepter des travaux que les femmes suisses refusent de faire. Par conséquent, les migrantes sont souvent confrontées à la dévaluation des diplômes et des qualifications qu'elles ont acquis à l'étranger, et se trouvent soumises à des rapports de travail précaires et ainsi qu'à des conditions de travail déplorable.

Mais les migrantes souffrent aussi des **généralisations abusives**, de l'**attribution de stéréotypes** et des **délimitations ethniques**. Ainsi, elles sont souvent perçues comme victimes et incapables d'agir de manière autonome. On leur dénie trop souvent une capacité d'agir autonome et réflexive ainsi que le droit à l'autodétermination.

Conclusion: l'insécurité permanente liée au statut de séjour détermine, en combinaison avec la situation sur le marché du travail et le rapport de dépendance très prononcé envers le mari et l'employeur, fortement la position des migrantes en Suisse. Ces conditions structurelles s'inscrivent dans un rapport de tension avec les possibilités d'action individuelles et la productivité des migrantes. C'est à l'interface de ces deux domaines qu'intervient wisdonna.

10.2 L'Atelier pour les migrantes du cfd wisdonna et sa conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment)

Mis sur pied par le cfd en coopération avec un groupe de migrantes, l'Atelier wisdonna vise à donner un accès amélioré et égalitaire au travail et à la formation à des migrantes formées et qualifiées. Le projet met l'accent sur la diversité des perspectives et sur les ressources des migrantes. wisdonna crée un espace ouvert permettant aux femmes d'amener, de transmettre et d'élargir leurs connaissances dans le cadre de cours et de conférences. L'Atelier pour les migrantes du cfd wisdonna forme des multiplicatrices et propose aux migrantes une sensibilisation et une formation continue sur la question de la violence domestique. Ainsi, elles apprennent à établir un bilan de compétences ou se rencontrent pour organiser de nouvelles conférences. Le programme de cours de wisdonna se base sur une approche participative. Le cours de langue «Der etwas andere Deutschkurs» constitue un bon exemple de cette démarche. Ce cours s'adapte aux besoins quotidiens des femmes: Quelles sont les attentes et les besoins concrets des femmes en matière d'apprentissage de la langue? Quelles connaissances et expériences apportent-elles? Quelles sont les lacunes? Les participantes aux cours annoncent leurs connaissances, leurs besoins et leurs exigences, et les cours de conversation sont construits sur cette base.

Outre le fait de développer des cours et des projets, wisdonna est également devenu un point d'information important pour les organisations et les institutions actives dans le domaine de la migration et de l'égalité. A

²¹ Pour les différents statuts de séjour, voir (Le Breton 2004: 14,15).

travers un travail d'information critique et la participation à des discussions diverses, mais aussi par ses propres publications, *wisdonna* décrypte et déconstruit les fréquentes attributions se rapportant aux migrantes. L'objectif est d'attirer l'attention du public sur la réalité des migrantes. *wisdonna* mène cette tâche en collaboration étroite avec la déléguée à la migration et à l'information du cfd, intégrant le travail sur les fondements, les activités politiques et le travail de mise en réseau de la déléguée à la migration.

wisdonna conçoit **l'obtention du pouvoir d'action** comme un ensemble complexe. Il s'agit d'un processus diversifié, destiné à élargir les capacités individuelles et collectives des femmes à travers la transmission des informations, des savoirs et des échanges, agrandissant ainsi les espaces d'action des femmes dans les sphères sociale et politique. L'obtention du pouvoir d'action signifie l'encouragement, l'espoir et la confiance en soi qui permettent de réfléchir à sa propre situation, de l'analyser et par la suite de la modifier. C'est un processus qui développe le niveau de conscience en vue d'une gestion autonome de sa propre vie. «...L'obtention du pouvoir d'action est pour moi le fait d'encourager les femmes à se tourner vers l'avenir, de leur montrer des possibilités qu'elles croyaient ne plus avoir» (collaboratrice de *wisdonna* in Le Breton 2004: 26). «C'est un mouvement allant «je ne suis pas capable» à «je suis capable de faire quelque chose» (collaboratrice de *wisdonna* in Le Breton 2004: 25). L'obtention du pouvoir d'action consiste donc à renforcer les femmes afin qu'elles puissent se dégager des situations de dépendance et de discrimination et les surmonter par un développement personnel.

10.3 Discussion des champs thématiques transversaux

Les **ressources** réelles des migrantes constituent le point de départ des projets de *wisdonna*. Les ressources désignent les compétences sociales, personnelles et professionnelles qui peuvent être mobilisées en vue de d'intégration sociale et professionnelle des migrantes en Suisse. L'objectif de développer et d'élargir ces ressources est une priorité. Cette approche axée sur les ressources permet une (co)gestion du projet par les migrantes sur la base de leurs expériences et de leur biographie personnelle. Grâce à cette approche participative, le concept de *wisdonna* s'approche des besoins réels des migrantes, ce que les bénéficiaires du projet ressentent comme un aspect décisif pour leur obtention individuelle du pouvoir d'action. Le travail de *wisdonna* est caractérisé comme un «concept véritablement basé sur la réciprocité, l'échange, la solidarité, l'égalité et le respect mutuel» (bénéficiaire de projet in Le Breton 2004: 29). L'intégration des besoins des migrantes forme une base pertinente pour modifier les perspectives et le niveau de conscience des personnes concernées sur le long terme. Le fait de tisser des liens sociaux et de renforcer parallèlement les réseaux relationnels est ressenti par les participantes comme un aspect central tant pour l'obtention individuelle que collective du **pouvoir d'action**.

Le rapport indique qu'il ne suffit pas de promouvoir les ressources des migrantes et de renforcer leur conscience si l'on veut qu'elles obtiennent un pouvoir individuel de négociation. Il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures permettant une **mise en réseau avec des personnes ancrées dans les institutions** afin d'introduire les perspectives des migrantes dans les discussions en matière de politique de migration et d'intégration. Cette démarche passe par des interventions critiques dans les médias, l'information et la sensibilisation des services spécialisés, des organisations et des institutions de l'Etat dans les domaines du travail social, de la formation, de la santé, de la migration, de la politique d'égalité, etc., mais aussi par une coopération étroite avec les services concernés.

Le projet «*flying wisniña*» s'est fixé la tâche de faire avancer cette mise en réseau. Le projet a été initié sur la base du constat que les jeunes migrantes sont nettement plus nombreuses à échouer dans la recherche d'une place d'apprentissage que les Suissesses après leur scolarité obligatoire. En coopération avec des services spécialisés, des migrantes formées en Suisse ont reçu une formation de multiplicatrices (appelées *flying wisniñas*). Elles sont chargées d'effectuer un travail d'information dans les écoles et les centres de jeunes pour parler de la question de «la migration et la formation» et pour relater leurs propres expériences. Cette démarche a aujourd'hui valeur de modèle puisque d'autres villes suisses reprennent le projet de Berne. Il a en outre conduit à la création d'une section consacrée à la migration au Centre d'information professionnelle de la ville de Berne. Les synergies actuellement mises en place et la coopération avec les institutions liées à la formation sont l'expression de la reconnaissance et de la pertinence de cette thématique, et peuvent également constituer la première étape d'un changement structurel. L'exemple des «*flying wisniña*» montre aussi que les

modifications structurelles sont des processus de longue haleine nécessitant une confluence des processus d'obtention du pouvoir d'action aux niveaux individuel, collectif et structurel.

wisdonna se base sur une conception très large de la **violence**, comprenant les formes de violence directe telles que la violence domestique, mais aussi la violence structurelle qui apparaît notamment au niveau des conditions légales de séjour et du maintien de la discrimination et de l'oppression sexuelle au sein de la société: «Une femme concernée par la violence peut s'entendre dire, de la part d'un office suisse: "les punitions corporelles font partie de la normale dans votre pays d'origine (...), vous ne connaissez rien d'autre, rentrez chez vous, ça ira mieux demain"... Ce qui n'arriverait jamais à une femme suisse» (collaboratrice de wisdonna in Le Breton 2004: 30). La question de la violence structurelle est traitée dans des cours afin d'informer les migrantes touchées par la violence, mais aussi les institutions qui sont en contact avec elles, et de leur donner les moyens de gérer ce problème. Le travail de wisdonna peut mener à une perception accrue de la problématique des migrantes concernées par la violence dans la sphère publique. Ici encore, l'interdépendance entre l'obtention individuelle et collective du pouvoir d'action apparaît clairement.

Même si le rapport élude largement le champ thématique de la **sécurité**, la relation de cause à effet entre les conditions légales, la violence et le sentiment d'insécurité des migrantes en Suisse me semble évident. Il semble que la thématique de la sécurité concerne en premier lieu le niveau structurel des conditions de séjour fixées par la loi. Pour les migrantes touchées par la violence, le statut de séjour peut constituer un obstacle lorsqu'il les dissuade de se défendre contre la violence domestique. En effet, si le mariage est dissous, les femmes concernées perdent automatiquement leur titre de séjour et donc la sécurité de pouvoir séjourner en Suisse. Mais les ordres de quitter le pays émis par la police des étrangers portent également préjudice au sentiment de sécurité. Dans ce cas de figure, l'effet limitatif des droits de séjour peut être qualifié d'effet de perte de pouvoir d'action (dis-empowerment). S'agissant de la sécurité, le fait que wisdonna ouvre ses locaux à des conférences et à des cours revêt une importance certaine, créant par la diffusion d'informations un lieu sûr pour les femmes concernées. A ce propos, le cours de langue «Der etwas andere Deutschkurs» joue un rôle central, générant la sécurité et la conscience linguistique pour les femmes à travers son approche participative.

En dépit du fait que, dans le cadre des débats stratégiques de politique migratoire, wisdonna coopère avec la déléguée du cfd à la migration et bénéficie par ailleurs du soutien du cfd pour les relations publiques, il apparaît néanmoins que – comme les associations d'autres régions – wisdonna est confronté à un **manque d'obtention du pouvoir d'action à l'interne**. L'intégration de l'association au sein du cfd dans son ensemble semble poser problème et le besoin de coopération se fait sentir, surtout avec les responsables des pays: «Mon souhait serait d'avoir davantage d'informations sur les autres projets [du cfd]. Ma collègue en Bosnie, respectivement le cfd, ont contribué à mettre en place un foyer d'accueil pour les femmes. Personnellement, je participe depuis des années au projet «Halte à la violence contre les femmes», pourtant nous n'avons aucune communication [entre nous] à ce sujet. (...) Je pense que nous devrions communiquer de manière plus soutenue et tirer mutuellement des enseignements des projets» (collaboratrice de wisdonna in Le Breton 2004: 28). La coopération et la communication à l'interne devraient procurer un soutien réciproque et générer une obtention du pouvoir d'action à l'interne, respectivement construire, approfondir et mettre en réseau les activités et les discussions. Les processus d'obtention du pouvoir d'action devraient prendre une place importante au sein de la culture de l'organisation et stimuler l'obtention individuelle du pouvoir d'action par les collaboratrices. Comme mentionné dans les chapitres consacrés à d'autres pays, l'obtention du pouvoir d'action par les responsables de projet permet d'améliorer la qualité du soutien offert aux bénéficiaires.

Partie C: Conclusion

11 Résumé conclusif

Dans ce dernier chapitre du rapport final, je présenterai d'abord les points communs des organisations mentionnées, leur conception de l'obtention du pouvoir d'action (empowerment) et les trois champs thématiques qui y sont liés, et je tenterai ensuite d'avancer quelques éléments pour le développement ultérieur des projets. J'aimerais souligner qu'il est difficile de résumer ici les activités d'organisations actives dans des contextes qui diffèrent considérablement. Etant donné que les particularités régionales déterminent fortement l'action des associations, les spécificités qui en résultent ne peuvent pas être purement et simplement évacuées lorsqu'il s'agit de caractériser la conception de l'obtention du pouvoir d'action et les impacts des projets. En outre, l'hétérogénéité et la diversité des univers de vie des bénéficiaires constituent également un obstacle à la formulation d'observations générales. Les éléments décrits ci-dessous sont ceux qui ressortent des rapports des régions. Cette conclusion se propose donc plutôt d'établir une base de discussion qu'une analyse théorique de l'obtention du pouvoir d'action et des champs thématiques de la violence, de la sécurité et des ressources. Pour l'analyse de ces aspects, je renvoie aux passages intitulés «Discussion des champs thématique transversaux» dans les chapitres sur les différentes régions (Partie B).

Selon la définition convenue entre les chercheuses et le groupe de travail du cfd, **l'obtention du pouvoir d'action** est un processus complexe et dynamique élargissant les capacités collectives et individuelles ainsi que les espaces d'action des femmes. Ce processus d'obtention du pouvoir d'action s'inscrit dans un rapport de tension entre les conditions structurelles des régions et les possibilités individuelles d'action des femmes. Les projets développent le niveau de conscience des femmes et leur confiance en leurs propres aptitudes. Par ce processus, il est possible de remettre en question les positions sociales et d'amorcer un changement de celles-ci. Selon Kabeer²², le «power within» («le pouvoir au sein de...») permet aux femmes de contrôler les ressources et d'engager des stratégies consciemment choisies en vue de changer leur situation de vie. Le fait de prendre de façon autonome des décisions concernant sa propre vie et l'indépendance – en premier lieu de nature financière – semblent être des éléments déterminants dans ce contexte.

Les résultats de cette étude appuient cette définition et soulignent que l'obtention du pouvoir d'action doit être considérée comme un processus sur plusieurs niveaux complémentaires: la modification efficace des rapports de domination et de violence concerne le **plan individuel** (les femmes et les hommes), le **plan collectif** (les groupes de femmes, les associations) et le **plan sociétal-structurel** (dimension macropolitique, légale). La complémentarité des activités des organisations revêt une grande importance en la matière, puisqu'elle garantit un mouvement d'échange permanent entre les différents niveaux: dans la plupart des cas, les organisations non gouvernementales (ONG) appliquent une compétence-clé à l'un des trois plans mentionnés, mais *sans* perdre de vue les deux autres plans. Néanmoins, nombre d'associations ont tendance à aborder «one corner of the social question» (un angle de la question sociale) (Bargach 2004: 48) et à se concentrer sur un plan spécifique, c'est pourquoi la mise en réseau des ONG constitue une dimension incontournable. En effet, elle réussit à créer des synergies importantes et à élargir l'influence gagnée sur les processus sociaux. Le travail des associations du Maroc et la mise en réseau de l'Atelier pour les migrantes wisdonna avec des institutions suisses illustrent bien cet aspect. A mon avis, une telle mise en réseau devrait être construite notamment dans la région des Balkans, mais aussi en Palestine. Du fait du retrait des bailleurs de fonds internationaux, on constate dans ces régions l'existence d'un rapport de concurrence en matière de financement entre les diverses ONG, ce qui n'est pas favorable à l'obtention du pouvoir d'action par les femmes et aux changements sociaux que l'on veut atteindre. Le développement des projets et la politique de soutien financier devraient prendre en considération le renforcement des réseaux entre les organisations.

Ce sont le **choix conscient de l'approche globale par les associations et le mouvement d'échange entre les**

²² Voir à ce sujet la partie A, chapitre 1.

divers modes d'action et niveaux qui peuvent faire réussir le processus d'obtention du pouvoir d'action et les changements au sein des sociétés. Les associations concernées sont conscientes du fait que la concentration sur le *plan individuel des femmes* ne peut pas, en soi, apporter un gain de pouvoir. Elles savent que la portée des petits changements (comme par ex. le fait d'obtenir un pouvoir de négociation à l'échelle individuelle) est limitée dans le sens qu'ils ne peuvent que soutenir, respectivement engager une évolution des rapports sociaux et des normes socioculturelles. Il s'agit donc de s'intéresser non seulement aux femmes et à leurs besoins, mais aussi à leur *contexte social proche* (la famille, la parenté, le voisinage, la communauté, etc.) et même d'intégrer, dans certains cas, le *niveau macropolitique de la société* à la conception des projets. Sur le long terme, il ne suffit pas de promouvoir l'obtention du pouvoir d'action par les femmes, si ce processus n'est pas accepté, ou s'il est même entravé de manière active par leur environnement. Dans une région dotée de structures étatiques faibles ou au sein d'une société fortement militarisée, on constate par exemple un effet de résurgence et de renforcement des valeurs et normes traditionnelles. Les facteurs externes peuvent mener à une «retraditionalisation» qui remet l'accent sur les structures familiales marquées par le patriarcat et la défense de l'honneur de la famille. Une telle évolution produit – comme on le voit en Palestine et en Kosovo – un impact particulièrement négatif sur la position des femmes au sein de la famille. L'espace d'action des femmes, qui peut se trouver agrandi par les projets, est à nouveau restreint et l'obtention individuelle du pouvoir d'action est quasi neutralisée ou anéantie du fait de ces influences externes.

Cependant, ce travail de recherche montre que l'obtention du pouvoir d'action est plus facile à atteindre au niveau individuel qu'au plan macropolitique de la société. Mais pourquoi l'obtention du pouvoir d'action par les femmes, qui s'avère efficace au plan personnel, ne produit-elle que peu d'impact sur la société? Cette situation est-elle due au fait que les obstacles dans le contexte régional sont souvent plus puissants, comme le montre le cas de la Palestine? Ou la raison est-elle que la politique met la priorité sur d'autres questions sociales – comme on l'a vu pour le Maroc –, au lieu d'établir l'égalité des genres? Ou encore: est-ce que les questions traitées par les associations concernent des structures (de domination) difficilement modifiables et des idées profondément ancrées dans les sociétés, ce qui fait que ces sujets ne jouent pas un rôle de premier plan sur l'agenda politique?

Les questions formulées ici touchent des aspects importants qui peuvent être retenus pour la discussion de la réussite et de la durabilité de l'obtention du pouvoir d'action au niveau macropolitique. Il s'agit de thèmes qui concernent les développements locaux et parfois globaux, et qui acquièrent ainsi une dimension complexe et dynamique. C'est pourquoi je considère qu'il est important que les activités des associations puissent être enrichies par une volonté politique, car il semble que la probabilité d'un changement des valeurs et des normes fortement ancrées dans la société s'en trouverait accrue. Comme le dit Jamila Bargach dans son rapport sur le Maroc: «Dans les faits, (...) la structure profonde demeure résistante aux changements. Bien que des clauses importantes de la *moudawana* et des procédures judiciaires du droit des mineurs aient été modifiées, l'acceptation et le respect envers les femmes, toutes les femmes, requièrent encore un changement de mentalité» (Bargach 2004: 47). L'évolution décisive du niveau sociétal-structurel obtenue au Maroc est en partie due à la campagne «Printemps de l'Egalité», soutenue avec d'autres par la LDDF, ainsi qu'à la volonté du roi d'imposer des changements. On relève encore d'autres exemples dans les différentes régions: la campagne du «ruban blanc» (*white ribbon*) du WWC en Kosovo illustre bien la stratégie de sensibilisation aux questions des femmes au niveau de la société; ou encore l'exemple suisse des «*flying wisniña*» qui met l'accent sur les processus de longue haleine et la combinaison de plusieurs facteurs: la mise en réseau efficace entre les organisations et les institutions; l'exploitation de leurs synergies; et la volonté politique de soutenir ces aspirations. Il s'agit donc d'impliquer l'ensemble des niveaux sociaux et des groupes concernés dans le processus d'obtention du pouvoir d'action si l'on veut avancer dans le sens de l'égalité des sexes.

En outre, les organisations sont conscientes du fait qu'il est nécessaire d'identifier les rapports et les relations de pouvoir régnant au niveau local dans certaines situations, de les examiner et de tenter de les surmonter à travers des activités appropriées au contexte spécifique. Il convient d'étudier et de déconstruire la fonction sociale des attributions et stéréotypes usuels d'ordre culturel, ethnique, religieux, politique, mais aussi sexuel. Les associations basent leur action sur le constat que les valeurs – même fortement ancrées dans la société – ne doivent pas être considérées comme immuables, mais bien plutôt comme des phénomènes dynamiques et modifiables qui doivent être renégo-ciés dans le cadre des projets et des organisations. Les rapports des ré-

gions montrent également que les associations savent qu'elles ne pourront pas faire aboutir ces changements par elles-mêmes. Par un travail de lobby, respectivement d'information et de sensibilisation du public, elles mettent en évidence les structures de pouvoir et luttent pour l'égalité dans le but d'obtenir le soutien politique nécessaire.

Les efforts des associations font apparaître un point commun: elles travaillent toutes sur des questions sociales touchant à des **tabous** sociaux ou à des **normes et des comportements** fortement ancrés dans les têtes, dans le but de les surmonter. Ainsi, le statut des femmes, l'intégration (déniée) des migrantes sur le plan professionnel et social, le corps féminin et la sexualité deviennent des questions publiques. Ou encore, les associations s'attaquent aux rapports inégalitaires entre les sexes et donc aux normes socioculturelles prétendument intangibles. Les organisations tentent donc de modifier les hiérarchies socialement construites pour avancer dans le sens de l'égalité des sexes. Il s'agit ainsi de propager la prise de conscience sociopolitique et l'information sur les problèmes et les intérêts des femmes.

Ces réflexions m'amènent à conclure qu'à l'avenir, il convient d'adapter encore plus précisément la conception des projets et la définition des points forts des programmes à cet aspect global: c'est-à-dire impliquer les plans individuel, collectif et sociétal-structurel, aborder les tabous et les stéréotypes fortement ancrés dans la société et mettre à profit les synergies. Comme l'indiquent les rapports des régions, une démarche possible consiste en la mise en réseau des organisations, l'intégration renforcée **des garçons et des hommes** dans les projets (en tant que bénéficiaires et collaborateurs) et le travail spécifique sur le rôle de la **belle-mère**. Le rôle important de la belle-mère apparaît notamment dans les rapports de Kosovo-a et de Bosnie-Herzégovine. Les informations dont je dispose ne me permettent pas de déterminer si cette situation s'applique également à Israël, à la Palestine ou au Maroc. Je pars néanmoins du principe que l'on observe également des rapports de pouvoir entre femmes dans ces régions. Le comportement des femmes peut donc reproduire des mécanismes qui se répercutent de manière négative sur leur position sociale ou qui conduisent à un phénomène de perte du pouvoir d'action par les femmes. Selon les configurations régionales, il existe différents types de rapports de pouvoir, exigeant donc des approches différenciées afin de promouvoir l'obtention du pouvoir d'action par les femmes ainsi qu'une évolution sociale sur la durée.

Les champs thématiques de la violence, de la sécurité et des ressources, étroitement liés à l'obtention du pouvoir d'action, déterminent largement l'activité des organisations locales. La conception des projets se construit surtout sur la notion élargie de la violence. Pour les organisations en question, les formes de **violence** directe, indirecte et culturelle-symbolique ainsi que leur présence dans tous les domaines de la société constituent un élément central. La violence est conçue comme une réalité structurante. Etant donné que les rapports de violence se modifient en permanence sous l'effet des conditions externes, il s'agit de prévoir une conception de projet basée sur la flexibilité.

On relève que les collaboratrices/collaborateurs et les bénéficiaires des projets décrivent souvent les rapports de violence à l'aide des structures patriarcales et se réfèrent donc en particulier à la violence culturelle-symbolique. En situation de détresse économique, de conflit guerrier et d'après-guerre précaire, les structures patriarcales se consolident et se reproduisent et l'on observe une croissance des rapports de violence qui touchent en particulier les femmes. Les associations reconnaissent que la violence est une construction sociale produite et maintenue par la société. Lorsqu'elles appréhendent la violence comme construction sociale, elles affirment qu'il est possible de modifier ce phénomène. Afin de changer les rapports de violence socialement construits, il convient d'examiner plus précisément en quoi les femmes contribuent à établir cette construction. Les conclusions qui résultent de cette réflexion pourraient ensuite être intégrées au concept des organisations et à leur travail.

La notion de violence est étroitement liée à celle de la **sécurité**. Le contexte politique, social et/ou économique des régions empêchent les êtres humains de développer un sentiment de sécurité. Les déclarations citées dans les rapports montrent pourtant que l'existence des associations peut produire un sentiment de sécurité. Les ONG créent des espaces protégés qui offrent refuge, conseil et thérapie aux personnes concernées. L'existence pure et simple des organisations conduit donc déjà à un effet d'obtention du pouvoir d'action.

L'indépendance financière représente aussi un aspect central de la création d'un sentiment de sécurité. Cette indépendance permet aux femmes de se soustraire à certains rapports de violence et de démanteler les structures discriminatoires. Pourtant, l'indépendance financière se réalise uniquement sur la base de l'accès aux

ressources que sont la formation (professionnelle), le droit, l'emploi/les revenus et la santé. Le savoir, respectivement la formation au sens large, procure aux femmes davantage de pouvoir de décision dans leur contexte personnel et sociopolitique, et accroît la possibilité de générer un revenu et donc d'accéder à l'autonomie. La dépendance financière constitue un obstacle à l'obtention du pouvoir d'action par les femmes, mais le même constat vaut également pour les organisations elles-mêmes. La dépendance envers les bailleurs de fonds du niveau international et national conditionne **l'obtention du pouvoir à l'interne des organisations** et la sécurité des collaboratrices/collaborateurs. Ce état de fait exige de la part de toutes les personnes impliquées un grand effort d'imagination et la volonté de démanteler ces dépendances et hiérarchies. A cet égard, l'ouverture d'un hammam par SolFem est un projet modèle, car il diminue la dépendance externe et accroît l'autonomie financière de l'association et de ses collaboratrices.

Du côté des bailleurs de fonds (au niveau international et national), il serait judicieux de revoir la politique de financement d'un projet précis lié à des conditions particulières. Dans cette situation, il semble bien plus utile de financer l'organisation elle-même: par exemple par le paiement de salaires en lieu et place du soutien de projets pour une durée déterminée. Cette manière de procéder garantirait également, dans une certaine mesure, la continuité et la longue durée des projets que demandent de nombreuses personnes concernées. Les collaboratrices/collaborateurs bénéficieraient ainsi d'une sécurité de l'emploi et donc de l'obtention du pouvoir d'action au niveau individuel. Un tel financement pourrait être accompagné de l'exigence de garantir l'obtention du pouvoir d'action au sein des associations, dans le sens que celles-ci introduiraient une supervision et une formation continue pour le personnel après la formation initiale. Cette démarche aboutirait à la création de forums permettant de promouvoir la transparence ainsi que la réflexion et la discussion, entre les responsables et les collaboratrices/collaborateurs, concernant les rapports de pouvoir au sein de l'association. Il serait ainsi possible d'améliorer les structures des associations, c'est-à-dire d'éliminer les hiérarchies et de mettre en place des rapports de genre plus justes.

Il s'agit donc d'une part d'analyser les structures de pouvoir au sein de la société, et d'autre part d'examiner les rapports internes aux organisations. Ce type de financement conditionné se base sur le principe selon lequel le pouvoir d'action peut être transmis uniquement par des personnes disposant elles-mêmes de ce pouvoir. Autrement dit: seules les personnes qui travaillent dans une association ne leur imposant pratiquement pas de perte de pouvoir d'action sont en mesure de respecter l'exigence d'égalité et de justice hors de l'association, et d'obtenir une influence sur le plan sociétal-structurel.

En conclusion, il convient de rappeler que toutes les organisations établissent un lien étroit entre l'obtention du pouvoir d'action et la violence, la sécurité et les ressources, et qu'elles considèrent ces éléments comme étant interdépendants – selon la définition choisie par le cfd et les chercheuses mandatées pour ce travail de recherche. Les projets construisent un pont entre l'obtention du pouvoir d'action sur le plan individuel, le plan collectif pour un groupe précis et le plan sociétal-structurel. Ces trois niveaux sont conçus comme faisant partie intégrante d'une même dimension globale. Afin de faire face aux tâches que se donnent les associations, il semble important de renforcer leurs réseaux et leurs structures internes. Les collaboratrices devraient être habilitées à tirer profit des possibilités existantes en matière de participation et d'influence politique, et à créer de nouvelles possibilités de ce type. L'objectif stratégique des projets devrait rester la formation des collaboratrices/collaborateurs et des bénéficiaires dans le but de faire d'elles/d'eux des sujets de droit disposant de la capacité d'agir, de la conscience politique et de l'aptitude à formuler et à imposer leur droits, leurs intérêts et leurs chances. Toutes les régions disposent de possibilités d'agir en vue d'une obtention efficace du pouvoir d'action – c'est-à-dire afin que les femmes obtiennent davantage de pouvoir. Mais les associations sont conscientes du fait que les conditions marquées par les discriminations structurelles ne pourront pas être éliminées sans autre, et que leur travail n'amènera pas de changements de fond du jour au lendemain. Pourtant, à travers leurs efforts persistants, elles mettent le doigt sur les discriminations et stimuleront progressivement d'importants processus de changement.

12 Bibliographie

- AbdulHadi, Faihaa 2004a: Empowerment Study. Final Report – Palestine. (Unpublished Report).
- AbdulHadi, Faihaa 2004b: Empowerment Study. Final Report – Palestinians in the areas of 1948 (Israel). (Unpublished Report).
- Annan, Kofi 2000: "Secretary-General Salutes International Workshop on Human Security in Mongolia". Two-Day Session in Ulaanbaatar, May 8-10, 2000. Press Release SG/SM/7382.
<<http://www.un.org/News/Press/docs/2000/20000508.sgsm7382.doc.html>>. 08/27/01.
- Bargach, Jamila 2004: A transversal study of "Empowerment". 3 Moroccan NGOs: BAYTI (Casablanca, Essaouira), LIGUE DEMOCRATIQUE DES DROITS DE LA FEMME (Casablanca, Beni-Mellal) and SOLIDARITE FEMININE (Casablanca). (Unpublished Report).
- Becker, David und Barbara Weyermann 2004: Accompanied Self-Evaluation Process of the Women's Empowerment Project (WEP) in Gaza. Final Report. Berlin: Office for Psychosocial Issues (OPSI). (cf. Evaluationsbericht).
- Belić, Martina und Suzana Kunac 2004: Report on Women's Empowerment. Balkan Region (Bosnia and Herzegovina and Kosovo). (Unpublished Report).
- Bringa, Tone 1995: *Becoming Muslim the Bosnian Way. Identity and Community in a Central Bosnian Village*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- cf. Christlicher Friedensdienst 2002: Points de rencontre. Feministische Friedenspolitik. (Dossier cf.). Berne: cf.
- cf. Christlicher Friedensdienst 2003: Obtention du pouvoir d'action et politique féministe – Concept pour une étude transversale sur les projets soutenus par le cf. en Suisse, Israël, Palestine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo et au Maroc. Berne: cf. (Document interne du cf.).
- cf. Christlicher Friedensdienst Mai 2004: Lignes directrices - Politique de paix féministe et empowerment. cf.: Berne.
- cf. Christlicher Friedensdienst 2004: Protokoll des Empowerment Workshops in Bern, 2004. (Document interne du cf.).
- cf. Christlicher Friedensdienst 2004: Auslandprogramm 2005-2007. cf.: Bern. (Document interne du cf.).
- Fishburne Collier, Jane und Sylvia Junko Yanagisako 1987: *Toward a Unified Analysis of Gender and Kinship*. In: Fishburne Collier, Jane und Sylvia Junko Yanagisako (Hg.): *Gender and Kinship: Essays Toward a Unified Analysis*. Stanford: Stanford University Press. 14-50.
- Galtung, Johan 1969: Violence, Peace and Peace Research. *Journal of Peace Research*? (3): 167-192.
- Galtung, Johan 1971: Gewalt, Frieden und Friedensforschung. In: Senghaas, Dieter (Hg.): *Kritische Friedensforschung*. Frankfurt am Main: Suhrkamp. 55-104.
- Galtung, Johan 1985: Twenty-Five Years of Peace Research: Ten Challenges and Some Responses. *Journal of Peace Research* 22 (2): 141-158.

- Galtung, Johan 1990: Cultural Violence. *Journal of Peace Research* 27 (3): 291-305.
- Goddard, Victoria A. 1987: Honour and Shame: The Control of Women's Sexuality and Group Identity in Naples'. In: Caplan, P. (Hg.): *The Cultural Construction of Sexuality*. London: Routledge.
- Goddard, Victoria A. 1994: From the Mediterranean to Europe: Honour, Kinship and Gender. In: Goddard, Victoria A. et al. (Hg.): *The Anthropology of Europe. Identities and Boundaries in Conflict*. Oxford: Berg. 57-92.
- Hann, Christopher (Hg.) 1996: *Civil society: Challenging Western Models*. London: Routledge.
- Hoffmann-Nowotny, Hans-Joachim 2001: *Das Fremde in der Schweiz. Ergebnisse soziologischer Forschung*. Seismo: Zürich.
- Kabeer, Naila 1994 (2003): *Reversed Realities. Gender Hierarchies in Development Thought*. London, New York: Verso.
- Kabeer, Naila 1999: Resources, Agency, Achievements: Reflections on the Measurement of Women's Empowerment. *Development and Change* 30 (3): 435-464.
- Le Breton, Maritza 2004: Schlussbericht. Erhebung der Migrantinnenwerkstatt Wisdonna. Empowerment im Kontext von Migration. Eine Studie im Auftrag des feministischen Hilfswerks cfd, Bern mit Unterstützung der unselbständigen Stiftung Seraphisches Liebeswerk Solothurn, (SLS). (Unpublished Report).
- Lindisfarne, Nancy 1994: Variant Masculinities, Variant Virginites: Rethinking "honour and shame". In: Cornwall, Andrea und Nancy Lindisfarne (Hg.): *Dislocating Masculinity: Comparative Ethnographies*. London: Routledge.
- Mathis, Sibylle 1998: "Nicht friedlich und nicht still" Geschlechterbeziehungen im Brennpunkt. In: Christlicher Friedensdienst (Hg.): *cfd-Dossier 2/1998: Frauen, Gender und Empowerment. Diskurse, Politiken, Projekte*. Bern: cfd. 29-32.
- Meintjes, Sheila, Anu Pillay und Meredith Turshen (Hg.) 2001: *The Aftermath. Women in Post-conflict Transformation*. London, New York: Zed Books.
- Moore, Henerietta 2001: Was ist eigentlich mit Frauen und Männern passiert? Gender und andere Krisen in der Anthropologie. In: Davis-Sulikowski, Ulrike et al. (Hg.): *Körper, Religion und Macht. Sozialanthropologie der Geschlechterbeziehungen*. Frankfurt am Main: Campus. 395-420.
- Morris, Rosalind 1995: All made up: Performance Theory and the New Anthropology of Sex and Gender. *Annual Review of Anthropology* 24: 567-587.
- Prodoliet, Simone (Hg.) 1998: *Blickwechsel. Die multikulturelle Schweiz an der Schwelle des 21. Jahrhunderts*. Caritas Verlag: Luzern.
- Prodoliet, Simone 1999: Ohne Migrantinnen geht wirtschaftlich nichts – Frauen, der blinde Fleck in der Migrationsforschung. *Widerstand. Beiträge zur sozialistischen Literatur* 37: 95-106.
- Reimann, Cordula 2000: *Konfliktbearbeitung in Theorie und Praxis: Spielt "Gender" eine Rolle?* Bonn: Arbeitsstelle Friedensforschung.

- Reimann, Cordula 2001: *Towards Conflict Transformation: Assessing the State-of-the-Art in Conflict Management – Reflections from a Theoretical Perspective*. Berlin: Berghof Research Center for Constructive Conflict Management.
- Rodenberg, Brite und Christa Wichterich 1999: *Macht gewinnen. Eine Studie über Frauenprojekte der Heinrich-Böll Stiftung im Ausland*. Berlin: Heinrich-Böll-Stiftung.
- Sen, Gita and Grown, Caren 1988: *Development, Crisis and Alternative Visions. Third World Women's Perspectives*. London.
- Serehane, Fatna 2004: "mariage, divorce, polygamie, tutelle, etc. ... nos nouveaux droits." *Toutes les dispositions du nouveau code de la famille. Femmes du Maroc (März 2004): Sonderbeilage*.
- Shamas, Maha Abu-Dayyeh 2003: *Palästina: Der Kampf um Raum und Rechte in einem Kontext organisierter Gewalt*. In: Christlicher Friedensdienst (Hg.): *cfD-Dossier 2003: womenoeuvres. Feministische Debatten zu Frieden und Sicherheit*. Bern: cfd. 29-32.
- Shryock, Andrew J. 1998: *Autonomy, Entanglement, and the Feud: Prestige Structures and Gender Value in Highland Albania*. *Anthropological Quarterly* 61 (3): 113-118.
- United Nations Development Programme (UNDP) 1994: *Human Development Report 1994*. New York: Oxford University Press.
- Verein zur Förderung der Sozialen Arbeit als akademische Disziplin (Hg.) 2003: *Symposium Soziale Arbeit. Soziale Arbeit und Migration*. Bern.
- Whitaker, Ian 1981: "A Sack for Carrying Things": the Traditional Role of Women in Northern Albanian Society. *Anthropological Quarterly* 54 (3): 146-156.